

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.
ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.

Etranger 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



Directeur : Georges Cvazawa

SOMMAIRE

La politique extérieure des Soviets	N. Jordania
Commerce soviétique	P. E. Briquet
Le rapprochement russo-américain	G. G.
Danger de guerre	Dr Mir Yacoub
Au Turkestan	Janaï
Dangereux partenaire	I. Tchoulik
La vérité sur les Soviets	D. Boug
L'Amitié turco-soviétique	M.
Revue de la presse.	

CHRONIQUE

Ukraine. — Géorgie.

Direction & Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15').

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La politique extérieure des Soviets

Il est clair aujourd'hui pour tous, que durant ces quinze dernières années, la phraséologie communiste et le tapage étourdissant autour de la « reconstruction de la Russie » n'étaient qu'une vaste manœuvre en vue de rétablir les frontières de l'ancienne Russie et de redresser l'ancienne orientation dans ses relations internationales. C'est ainsi qu'a été maintenu par la voie du communisme cet Empire archaïque et qu'ont été portées à un degré d'acuité inconnu jusqu'alors toutes ses contradictions intérieures et extérieures. La célèbre prétention des tsars de voir en la Russie une synthèse de l'Europe et de l'Asie (Eurasie), prétention battue deux fois par la guerre et une fois par la révolution, se heurte encore aujourd'hui à des obstacles infranchissables.

Le soin de trancher ce nœud par un processus révolutionnaire, par une libre entente des peuples et des nationalités à l'intérieur du pays a été contrecarré par le pouvoir de Moscou qui avait poussé tout le pays

sur des rails déjà usés et abandonnés. Dans ce travail, il a été aidé par l'Occident qui, avec la création des Etats limitrophes, espérait pouvoir mettre le communisme en quarantaine; quant aux problèmes qui s'y rattachent, ils devaient trouver leur solution naturelle à l'intérieur de la Russie. Ces espoirs furent déçus : la quarantaine n'a jamais servi de barrage contre les idées; pas un problème n'a été résolu à l'intérieur. De nombreuses questions d'ordre intérieur aussi bien qu'extérieur se posèrent de nouveau et tous les anciens problèmes prirent place à l'ordre du jour.

Le gouvernement soviétique croit trouver une issue à cette situation inextricable en adoptant l'orientation française.

Que pourrait-elle donner au gouvernement soviétique et à ses nouveaux amis, cette orientation? Ces deux pays poursuivent un même but : l'isolement de l'Allemagne et le maintien du traité de Versailles avec les frontières établies. C'est le

drapeau de la France, mais est-ce bien là le drapeau véritable de Moscou? Ou bien ce n'est qu'une nouvelle manœuvre susceptible, par conséquent, à la première occasion, d'être lâché?

Le but suprême et le plus sacré du pouvoir communiste est de conserver sa propre existence, de brimer le mécontentement du peuple et de continuer ses expériences. Il subordonne à ce but suprême tous ses actes de politique extérieure.

Il n'a fait et ne peut faire aucune révision de son idéologie, de ses principes d'Etat et de parti, ni du travail de son Komintern dans le monde entier. Par conséquent, les deux lignes de sa politique extérieure — révolutionnaire et nationale — demeurent en vigueur; imposer aux autres peuples le système soviétique et les soumettre par ce moyen à la nomination de Moscou, telle est la forme extérieure de cette politique. Dans ces conditions, son aide militaire serait plus dangereux pour son alliée que pour l'ennemi. L'entrée, par exemple, de l'armée rouge en Pologne pour une opération militaire contre l'Allemagne serait le signal de la soviétisation de la Pologne, de la révolution communiste à l'intérieur du pays avec, comme résultat, un nouveau Brest-Litovsk.

Imaginons l'impossible : que l'armée polonaise et l'armée russe réunies, fraternisent et qu'elles infligent une défaite à l'armée allemande et qu'elles entrent en Prusse.

Dans ce cas, il arriverait ce qui n'aurait pas eu lieu en Pologne c'est-à-dire la soviétisation de l'Allemagne et la mainmise soviétique sur toute l'Europe Centrale. Cette grande coalition communiste deviendrait maîtresse de toute l'Europe.

Comme on le voit, la mission paci-

fiste de M. Litvinov contient des dessous de perspectives lointaines du communisme : pour le Komintern s'ouvre la possibilité d'atteindre par voie de coalition pacifique ce qu'il n'a pu atteindre par le canal de la propagande révolutionnaire. En tout état de cause, la Russie n'y perd rien, elle peut même tout y gagner. C'est à la Russie que s'applique si bien le vieux dicton : *timeo Danaos et dona ferentes*. Le don de Moscou si généreusement offert à ses voisins fait penser à la corbeille que reçut Cléopâtre, au fond de laquelle se trouvait dissimulée, sous des fruits délicieux, une venimeuse vipère.

C'est ainsi qu'à travers la porte du Komintern, Moscou se mêlait toujours des affaires européennes; désormais, elle va s'immiscer officiellement dans ses affaires par la voie des pactes. Si Moscou n'a pu, comme ennemi, abattre ses ennemis, peut-être y parviendra-t-elle en qualité d'ami. Mais le dernier mot dans tous ces projets appartient non pas à ceux qui les font, mais aux peuples opprimés de l'Union Soviétique. Ce sont deux camps opposés d'où doit sortir un conflit, ce qui n'est qu'une affaire de temps et de circonstances. Le sort de la dynastie des Romanov a été tranché précisément par ces peuples. Qui pourrait dire que, le moment venu, la dynastie de Lénine ne subira pas le même sort? Et, puisque actuellement existent en Union soviétique deux camps ennemis, il est clair que deux orientations ennemies, opposées l'une à l'autre y existent également.

Tout ce qui est de nature à consolider la Russie officielle est inacceptable pour la Russie non-officielle. Une politique réaliste ne signifie pas nécessairement qu'il ne faut rien

voir au delà de son nez, qu'il ne faut discerner qu'un coin de l'édifice et qu'il faut marcher à l'aveuglette. Nul n'ignore que pendant la grande guerre, tous les éléments mécontents sympathisaient pour l'Allemagne, tandis que les amis de la France se faisaient de plus en plus rares. C'est précisément ce phénomène qui provoqua, au cours de la période révolutionnaire, l'effondrement du front; cela veut dire qu'il y avait deux orientations extérieures, l'une favorable au gouvernement, l'autre hostile, et comme le gouvernement avait été renversé par le peuple, du même coup tous ses partisans et ses suppôts furent battus et balayés.

De nos jours, l'histoire semble se répéter. Après le coup des pactes, on nie l'existence de ces deux camps, on prétend que le gouvernement soviétique est accepté par le peuple, qu'il a pris des racines, que tout le monde en est content etc... S'il en est ainsi, pourquoi donc M. Herriot ne rendrait-il pas heureux son peuple en adoptant ce merveilleux régime et ses miraculeuses réalisations? Nous ne sommes nullement contre les pactes conclus : il est possible qu'ils jouent un rôle positif et qu'ils intimident réellement ceux qui doivent être intimidés. Nous sommes contre le fléchissement des perspectives politiques, contre la diffusion de nouvelles illusions et contre le besoin de s'accrocher aux mousses les jours de malheur. Il n'est pas possible que la justification de la tyrannie soviétique, l'intervention en sa faveur dans les affaires russes et par là même l'excitation de la colère des peuples opprimés, réponde aux intérêts d'un Etat quel qu'il soit. L'isolement moral d'un peuple de 160 millions d'âmes importe beau-

coup plus que toutes les promesses du Kremlin. Une politique réaliste doit être basée sur l'orientation du peuple et non sur celle de ses dirigeants éphémères. Les gouvernements passent, le peuple reste. Disparaît-il d'une manière catastrophique ou parlementaire, cela ne saurait modifier la question. L'alliance avec les maîtres temporels du Kremlin ne doit pas signifier hostilité du peuple, maître permanent du pays.

Pour certains, sans doute, les pactes avec le Kremlin ne sont qu'une mesure de tactique indispensable et profitable dans les conditions concrètes actuelles. Pour la Pologne, plus encore pour les petits Etats limitrophes, ils sont nécessaires en tant que promesses supplémentaires de la part de Moscou. C'est une victoire pour ceux-là et non pour M. Litvinov. Que l'Estonie et la Lithuanie ne soient pas de taille à attaquer la Russie, c'est évident. Mais la France, elle, par son intervention dans les affaires intérieures des Soviets, a transformé le pacte en doctrine, en justification du régime, en une lointaine perspective politique, et voilà que, dans les pays slaves, des voix s'élèvent comme jadis, à la slavophile pour célébrer et chanter les louanges de la grande Russie protectrice des Slaves. La « Démocratie populaire de Pologne » y voit le triomphe de sa doctrine et l'isolement de l'Allemagne avec l'aide de la Russie. En un mot, la doctrine slavophile signifie la contraction de l'Allemagne sous la pression des Etats adverses, la France en tête avec la grande Russie. Ces romantiques ne pensent pas du tout que la Russie d'aujourd'hui n'est pas capable de tenter une telle entreprise, que le chat ne peut être chargé du fardeau qui convient au cha-

meau. Si, en effet, l'isolement de 65 millions d'Allemands réunis en un Etat constitue l'objet d'une politique réaliste, elle doit être menée, à l'est, non par les Soviets, Etat archaïque, paralysé par des contradictions intérieures, mais par une union rajeunie des peuples rendus libres. Le Kremlin désirerait bien jouer ce rôle. Il ne croit pas à la déclaration pacifique de l'Allemagne. Toute la presse allemande garde le silence sur les intrigues de Moscou dirigées contre l'Allemagne. De deux choses l'une : ou Hitler n'est pas prêt pour ouvrir un conflit, ou bien il désire effectivement rétablir des relations amicales avec la Russie et la détacher de la coalition. Mais lorsque toute sa presse affirme d'une seule voix qu'ils sont contents des pactes, c'est-à-dire de leur propre isolement, il y a lieu de douter de leur sincérité. Moscou y voit non sans raison un piège.

Il est clair que toute cette politique de pactes, ces coalitions et contre-coalitions, sont une réédition du regroupement d'avant-guerre et, par conséquent l'humanité n'a fait que donner un coup d'épée dans l'eau. Nous avons là une politique de guerre et non pas de paix. Cette dernière demande l'élimination des causes de conflits par des moyens pacifiques d'entente, de concessions mutuelles et d'estime. Dans les conditions présentes où chacun prétend avoir raison et s'entête comme un mulet, la mesure même la plus pacifique devient un ferment de lutte et de haine. Les pactes du Kremlin seraient autant de garanties de paix; en réalité, c'est précisément après leur conclusion que le conflit d'Extrême-Orient vient de rebondir. Moscou, enhardie, a fait entendre un tel langage que le gouver-

nement tsariste même n'eut pas osé utiliser. Voici par exemple, ce qu'il écrit dans sa dernière note adressée au Japon : « La responsabilité pour l'arrestation des fonctionnaires du chemin de fer en Mandchourie incombe exclusivement au gouvernement japonais; ce n'est pas le Mandchou-Kouo, dépourvu de toute force, qui répondra pour tout ce qui se passe en Mandchourie, pour la violation de tous les traités et la mainmise sur le chemin de fer de l'Est Chinois, mais le gouvernement japonais, véritable maître de la Mandchourie, etc... »

C'est là le style du Komintern au lieu d'un échange de notes diplomatiques. Avant que fussent conclus ces pactes, le différend du chemin de fer allait être réglé par voie de négociations, il ne s'agissait que du les pactes les négociations se sont montant de la somme à payer; après évanouies et la lutte reprend de plus belle. En un mot, les pactes ont déterminé, à l'ouest, l'expulsion de Russie des journalistes et techniciens allemands, et à l'est, une aggravation du conflit russo-japonais.

Ainsi la politique extérieure des Soviets consiste actuellement à maintenir au moyen de coalitions, des relations intenable en Europe et à contrecarrer « la révision impérialiste » du traité de Versailles. Par contre, on espère que du futur chaos sortira une force qui accomplira cette révision... à la manière communiste. Entre ces deux perspectives, l'une proche, l'autre lointaine, Moscou attrape deux lièvres : il s'assure de nouveaux appuis contre son peuple et la liberté d'action en Mandchourie, pays étranger, pour y poursuivre ses intrigues politiques.

N. Jordania.

Anc. Président de la République de Géorgie

Commerce soviétique

« On ne saurait ignorer une masse de 160 millions d'hommes. » Cette considération, émise plus d'une fois par M. Mussolini, est son grand argument en faveur de la reprise des relations, commerciales aussi bien que politiques, avec la Russie soviétique. M. Roosevelt s'est servi d'un argument similaire pour justifier son invitation récente à M. Litvinov. Et cette semaine encore, une pression s'est exercée — et s'exerce encore — sur le Conseil fédéral pour l'induire à soutenir financièrement certain système d'échanges commerciaux avec les Soviets.

Les relations commerciales avec la Russie soviétique peuvent prendre deux formes : les concessions d'abord, accordées à des étrangers par Moscou sur le territoire de l'U.R.S.S. pour la mise en valeur de richesses minières, agricoles, ou même pour l'organisation d'entreprises industrielles. Le commerce, enfin, importation et exportation, commandes passée à l'étranger par le gouvernement soviétique et leur influence sur l'activité industrielle, le chômage et la crise.

Parmi les concessions, aucune ne paraissait plus favorisée que celle consentie à l'Américain Harriman pour l'exploitation du gisement de manganèse à Tchiatouri (Géorgie). Il semblait que ce fût une sorte de monopole, car les autres dépôts sont peu nombreux et difficiles d'accès. A Tchiatouri, au contraire, on se trouve tout près de la mer Noire, et le minerai, très accessible, est de qualité hors ligne. La première année, 1924, la concession rendit 472.000 tonnes. Aussitôt après, la production se ralentit et atteignit à peine 330.000 tonnes au cours des années suivantes et jusqu'à la liquidation (1928).

M. Harriman se heurta bientôt en effet à une concurrence inattendue. Les Soviets eux-mêmes, avec le concours d'ingénieurs et de capitaux allemands, se mirent à exploiter un autre gisement, celui de Nicopol (Russie méridionale). Nicopol jouissait de privilèges spéciaux. Une taxe d'exportation de 3-4 dollars était levée sur le manganèse Harriman, alors que Nicopol en était exempté. Des difficultés s'élevèrent avec le syndicat d'ouvriers, et le financier américain dut finalement renoncer à sa concession. Les Soviets la rachetèrent à vil prix. Mais ils laissèrent à M. Harriman un intérêt de 7 o/o dans le manganèse de Tchiatouri, remboursable en 1943 seulement. Par ce moyen, ils exercent encore une pression sur lui. M. Harriman qui a déjà perdu 20 millions de dollars, ne veut pas tout perdre.

On voit donc les avantages retirés par les Soviets de leurs relations avec M. Harriman. Au point de vue politique, ils ont gagné son concours à deux moments : en 1921, juste après la conquête de la Géorgie, afin d'obtenir une pression des hommes d'affaires contre une intervention diplomatique en faveur d'un petit peuple foulé aux pieds, — et depuis 1928 la crainte de tout perdre en Russie pousse M. Harriman à travailler au rapprochement russo-américain. Au point de vue commercial, les Soviets ont fait développer par l'étranger une entreprise dont ils se sont emparés ensuite capital et installation.

Dans le cas de la Léna Goldfields, le sabotage fut obtenu en 1930 par un procès monstre, à la suite duquel Moscou mit la main sur les dépôts d'or de la compagnie. La plus récente concession, celle du trust français d'aluminium

Pechiney, s'est heurtée à tant de tracasseries qu'elle a dû rappeler tout dernièrement (1933) ses quatorze ingénieurs.

Les exemples pourraient être multipliés. On voit donc Moscou susciter des concessionnaires et se les attacher, tant qu'il peut s'en servir, pour soutenir sa politique à l'étranger, — puis les ruiner successivement dès qu'il n'en a plus besoin. Les Soviets n'ont plus besoin de la firme Pechiney pour s'attacher la France, et ils l'étranglent.

Rien d'étonnant à ce que le système des concessions soit moribond. Il est en partie remplacé aujourd'hui par les groupements industriels. Les consortiums qui doivent se créer pour le commerce avec la Russie ayant à traiter avec un Etat, sont naturellement plus puissants et mieux organisés que les firmes éparpillées et individuelles. Leur influence est donc prépondérante sur les gouvernements pour l'obtention de crédits, la reconnaissance ou simplement une politique amicale.

On sait à cet égard le rôle joué en Angleterre par les intérêts de la pulpe, qui ont fait le plus grand tort aux bois canadiens, et ont réussi à tourner presque entièrement les accords d'Ottawa les concernant. Moscou peut vendre son bois à des prix dérisoires, car les ouvriers qu'il emploie à la coupe sont des déportés non payés et à peine nourris. Les bénéfices énormes réalisés par la White Sea Timber ont donc quelque chose de particulièrement blessant pour la morale. On connaît également le rôle joué pour l'exportation par le pétrole soviétique, et pour l'importation par le ravitaillement en machinerie et en instruments de toutes sortes exigés pour la poursuite du Plan quinquennal.

M. Litvinov proposa à la Conférence économique de Londres d'acheter pour 1 million de dollars à l'étranger. Cette

offre fit sensation. Mais l'U. R. S. S. serait-elle en mesure de payer une somme aussi considérable ? Sa balance commerciale a été constamment déficitaire ; au cours des onze dernières années, le passif est monté à 893,8 millions de roubles-or ; il s'est accru en 1931 de 294 millions, en 1932 de 135 millions. La situation financière est déplorable. Le pays, en proie à la famine, a vu baisser sa production et les devises étrangères sont devenues extrêmement rares. Les Soviets emploient tous les moyens pour s'en procurer. Tout citoyen soviétique peut sortir du pays moyennant paiement d'une taxe s'élevant à plusieurs milliers de francs. Les envois en U.R.S.S. sont frappés de droits couvrant cinq fois la valeur de l'envoi. L'or manque. Son extraction et celle du platine ne peuvent produire que Rb. 105 millions par an. La réserve de la Banque d'Etat atteint, suivant les meilleurs économistes, 20.000 fr. suisses ! Or les dettes du pays remboursables en 1933-34 montent à plus de 2 milliards de francs suisses. Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. est donc graduellement paralysé. Son volume, comparé à 1913, a baissé de 50 o/o. Et le rôle joué par les 160 millions de Russes dans le commerce international (1,3 o/o) est inférieur à celui qu'y tiennent la Suisse et ses 4 millions d'habitants (1,35 o/o) !

Devant une situation aussi catastrophique, Moscou aux abois ne peut que recourir à de nouveaux bailleurs de fonds, — car les anciens ont trop été attrapés. Ce sont aujourd'hui la France et surtout les Etats-Unis. De là ce refroidissement avec Londres et Berlin. Mais le débiteur tient parfois le créancier à sa merci. Moscou doit à l'Allemagne 1300 millions de dollars. Ils se servent de cette dette pour exercer sur Berlin une pression économique et politique. Ainsi l'U. R.S.S. a réussi à garder un pied dans

la distribution du pétrole dans le Reich. Aux Etats-Unis, Moscou fait agir les hommes d'affaires (Owen D. Young, le colonel Cooper, etc.) en mettant comme condition au paiement de leur dû la reconnaissance par Washington.

La Suisse s'engagera-t-elle dans ce guépier ? Nous avons montré que l'U. R. S. S. est insolvable, qu'elle veut seulement acquérir des marchandises à cré-

dit et le moyen d'exercer chez nous une influence politique. Dans ces conditions, toute commandite serait une inflation déguisée. Le Conseil fédéral, et M. Motta en particulier, n'est pas dupe et ne se prêtera pas, nous en sommes persuadé, à ces manigances immorales.

P. E. Briquet.

Rédacteur du *Journal de Genève*.

Le rapprochement russo-américain

Le gouvernement de Moscou vient d'être reconnu *de jure* par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. M. Litvinov revient en Europe tout enchanté, dit-on, de son séjour à Washington et de la victoire qu'il prétend avoir remportée dans ses négociations avec le Président Roosevelt.

Il y a là en effet une victoire, mais toute personnelle. On se souvient qu'à la fin de la grande guerre le Président Wilson adressait à Lénine une proposition d'envoyer à Washington un émissaire pour le règlement de quelques questions intéressant la Russie, mais il laissait entendre en même temps que M. Litvinov ne pourrait être reçu en qualité d'envoyé de la Russie. De toute évidence le Président ressentait une profonde répugnance à serrer la main d'un homme dont le casier judiciaire était orné d'une condamnation pour escroquerie. Le temps était tout autre, la révolution battait son plein et l'imagination enflammée entrevoyait le monde capitaliste terrassé aux pieds du dictateur moscovite. Lénine déclina l'invitation et Litvinov se mordit les lèvres. Seize années ont passé et voilà qu'un

télégramme du Président Roosevelt annonce le revirement décisif de la politique américaine à l'égard de la Russie soviétique. Il exprime le désir de rétablir entre les deux Etats des relations normales qu'il considère comme indispensables pour la consolidation de la paix dans le monde et pour le développement de la collaboration internationale. Quelle joie pour M. Litvinov ! L'Union soviétique tout entière crie victoire.

Mais qu'est-ce qui s'est passé dans ces deux hémisphères, si opposées l'une à l'autre ?

Tant que la Russie soviétique était saturée de crédit allemand, elle pouvait encore tenir tête à toutes sortes de difficultés intérieures et extérieures. Mais l'avènement de Hitler a coupé court au chantage soviétique. Adieu, les jours heureux inaugurés par le traité de Rapallo, adieu les guichets des banques, toujours ouverts, les ingénieurs et techniciens toujours prêts à aller travailler en Russie et le champ libre d'activité révolutionnaire contre la sécurité natio-

nale et sociale de l'Allemagne. Fini le chantage basé sur la demande de révision du traité de Versailles ou sur une guerre éventuelle contre la France. « Je trouverai moi-même une langue commune avec la France! » déclara Hitler et tous les guichets furent fermés au nez de l'Union soviétique.

Dure épreuve! Où trouver encore une aide financière si nécessaire, si indispensable? Qui pourrait avoir la moindre confiance dans un Etat qui, de principe, nie l'idée même de l'Etat? N'est-ce pas sous les yeux du monde entier que s'est déroulé le chambardement d'un grand empire et que se poursuit une expérience inouïe qui doit infailliblement aboutir à une débâcle économique et financière? Pour dissiper cette méfiance, ou tout au moins pour l'affaiblir, les bolcheviks ont eu recours à tous les moyens possibles et imaginables. Les innombrables agents dupés ou payés, de l'Union soviétique, ont intensifié dès lors la propagande, afin de prouver que la Russie actuelle a atteint une prospérité inconnue en Europe, qu'elle a résolu tous les problèmes sociaux et qu'elle s'achemine à pas de géant vers le paradis terrestre... Hélas! les guichets restaient toujours fermés non seulement en Allemagne mais dans toute l'Europe.

C'est alors qu'entre en lice M. Litvinov en personne. Sans sourciller, il fit la simple déclaration suivante à la Conférence économique de Londres : « Vous voulez une preuve de notre prospérité? La voici : en Russie il n'y a pas de chômage! »

Un Américain, M. Allen, intrigué par cette déclaration qui lui parut tout à fait incroyable, entreprit un voyage d'enquête en Russie, sous le patronage, bien entendu, du Bureau du tourisme soviétique. Les cortèges interminables de gens qui font la queue aux distributions

de pain et de pétrole ne lui parurent pas animés d'une fièvre de travail très intense. Il se rendit bientôt compte que M. Litvinov s'était simplement trompé sur le chiffre de 18.000.000 de sans-travail qui crèvent de faim. N'importe, M. Litvinov n'en fut pas moins éloquent et persuasif. Psychologue, il connaît bien l'appétit, jamais assouvi de cette bourgeoisie, nourrie des entrailles du prolétariat et, pour briser la glace de sa méfiance, il lança ces quelques mots : « Messieurs! j'ai ici, dans ma poche, une commande de un milliard de dollars! » Dans sa pensée cette apostrophe magistrale devait vaincre toute résistance de ces infâmes capitalistes et déterminer un courant favorable pour Moscou dans l'opinion publique. Hélas! l'apostrophe magistrale tomba dans le vide et les infâmes capitalistes ne firent que serrer davantage les cordons de leur bourse.

A cette époque se situe la fameuse entrevue avec Trotski, sorti on ne sait trop comment de son exil de Prinkipo lequel fut présenté à M. Litvinov à Royat. Entrevue symptomatique qui en dit long sur la situation sans issue de la Russie soviétique. On ignore la suite de ces mystérieux pourparlers ainsi que le conseil que prodigua à son infortuné camarade l'exilé de Prinkipo pour le tirer de sa pénible situation si chargée de responsabilité. Litvinov retourna à Moscou non sans un frisson de peur; il pénétra à pas de loup dans le cabinet de travail de Staline pour se présenter aux yeux perçants du dictateur.

— Quoi? les mains vides?

— Vides!...

Jamais le célèbre Raspluiev ne s'est trouvé dans une situation aussi tragico-mique.

Jetons maintenant un regard sur l'autre hémisphère.

Comment expliquer ce revirement, d'ailleurs attendu depuis longtemps, de la politique américaine? L'histoire en est longue et les raisons en sont multiples, mais l'essentiel est un fait qui n'est pas certes nouveau : c'est le développement formidable du capitalisme américain. L'activité créatrice déborde le cadre du pays qui est obligé de chercher de nouveaux marchés pour ne pas succomber sous le poids de sa propre production. L'Asie en général, la Chine en particulier, voilà les pays qui présentent un intérêt particulier pour l'Amérique. De là l'inquiétude avec laquelle elle suit l'expansion de la puissance économique et politique du Japon, de là ce bruit persistant sur l'éventualité d'un conflit armé nippo-américain. Quoi qu'il en soit, il est évident qu'elle suit attentivement la politique internationale et ne manque pas de saisir une occasion susceptible de contrecarrer les ambitions japonaises. Il est vrai qu'elle ne fait pas partie de la Société des Nations, mais elle ne se refuse pas l'avantage d'en tirer profit tout en déclinant toute responsabilité. C'est ainsi qu'elle continue sa collaboration à la S. D. N. On connaît la résolution qu'avait prise la grande institution généroise dans le différend sino-japonais : elle condamna le Japon comme agresseur contre la Chine et déclara solennellement ne pas reconnaître le Mandchou-Kouo en tant qu'Etat libre et indépendant. Des voix ne sont pas rares qui accusent l'Amérique d'avoir provoqué, par ses influences de coulisse, ce glissement dangereux sur la pente de l'article 10 du Covenant. On prétend qu'elle escomptait dresser l'opinion publique contre le Japon et mobiliser toutes les forces militaires des Etats-membres au secours de la Chine. L'espoir fut déçu : pas un Etat ne bougea, pas un soldat ne fut envoyé pour la défense de la Chine qui

n'a même pas reçu la moindre aide financière. Personne n'a voulu tirer les marrons du feu pour le plaisir de l'Amérique. C'est ainsi qu'échoua cette tentative qui n'a abouti qu'à affaiblir le prestige de la S. D. N. Le Japon s'est vu contraint de quitter cette institution plus résolu que jamais de poursuivre une politique qu'il croit à tort ou à raison juste et équitable. Quant à l'Amérique il ne lui restait plus qu'à tourner ses regards vers l'Union Soviétique.

**

Nous n'avons pas les détails des conversations qu'à eues M. Litvinov avec le chef de l'Etat américain, mais, nous savons qu'elles ont duré plus d'une semaine et que de toute évidence elles ont été particulièrement difficiles. A en juger par les courts communiqués officiels, parvenus à Paris, le commissaire du peuple dut céder pas à pas à toutes les demandes de son partenaire et finalement abandonner toutes ses positions. A un moment donné le bruit même courut que l'affaire ne marchait pas et que les négociations allaient être rompues. De quoi s'agissait-il? C'est à ce moment qu'eut lieu une mise en scène qui n'a pas retenu suffisamment l'attention du monde mais qui projette une lumière crue sur le fond de l'entente russo-américaine. C'est le discours prononcé par M. Molotov à Moscou, le jour même où, à Washington, l'autre commissaire du peuple, M. Litvinov, abordait le point difficile de son programme. Voici les passages essentiels de ce discours :

« La plupart des adversaires de l'U. R. S. S. sont à l'heure actuelle obligés de reconnaître la politique pacifique de l'Union, politique qui a puissamment consolidé la situation de l'Union. L'initiative de M. Roosevelt est très significative dans ce sens.

Il est difficile de dire quel sera le

résultat des pourparlers de Washington. Mais on peut espérer, comme l'a si bien montré Kalinine dans sa réponse à la lettre du Président américain que les négociations de Washington auront des résultats féconds non seulement dans l'intérêt des deux Etats mais dans celui de la paix générale.

Mais la garantie de la paix ne dépend pas exclusivement de nous. Le danger de guerre existe et nous devons suivre, avec une attention particulière, les visées impérialistes de bouleversement de la paix.

La Russie soviétique suit la même politique de paix en Extrême-Orient. La preuve en est dans la proposition faite par Moscou au Japon, de conclure un pacte de non-agression ainsi que son désir de céder le chemin de fer de l'Est-Chinois.

Nous n'avons pas changé de politique mais nous devons tenir compte des événements de Mandchourie et du fait de la violation des traités. Nous devons dévoiler les intrigues et prendre des mesures pour la défense de nos frontières.

Les projets de certains hommes d'Etat japonais visant la mainmise sur la Sibérie et la Province Maritime nous obligent de nous tenir sur nos gardes. Le gouvernement manchou n'est pas un facteur sérieux pour ces questions. Le monde entier n'ignore pas que la responsabilité incombe au Japon, véritable maître de la Mandchourie.

Dans certains milieux japonais on estime qu'il serait naïf de déclarer

la guerre d'abord et d'entreprendre ensuite des opérations militaires. Ces milieux préfèrent attaquer la Russie sans déclaration de guerre. Il n'est pas permis d'ignorer ces manifestations.

Nous en avons pris acte et si pour le moment nous nous sommes assignés pour tâche principale de révéler certaines visées belliqueuses, de rendre plus forte l'armée rouge et de consolider la politique de paix, en cas d'agression notre but unique sera la destruction décisive de l'adversaire et la victoire de l'armée rouge.

Mais ce n'est pas seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest que des impérialistes se préparent à la guerre. Il nous faut faire vigilance et augmenter la puissance de l'armée.

Nous sommes convaincus que le moment viendra où l'agresseur aura compris ce qu'est l'invincible armée rouge. »

N'est-il pas clair que ce discours prononcé au moment opportun et transmis par radio n'avait d'autre but que de jeter sur la balance toute l'armée rouge ? Argument décisif pour faire fléchir toute résistance et orienter la conversation Roosevelt-Litvinov vers le but essentiel : l'ouverture de crédits.

L'Union soviétique qui se fait le soldat du capitalisme américain ! voilà bien une jolie surprise pour le prolétariat mondial « organisé et conscient ».

G. G.

Danger de guerre

Le point névralgique des événements politiques est, en ce moment, concentré sur l'Extrême-Orient. Deux armées, l'une japonaise, l'autre soviétique, armées jusqu'aux dents se trouvent face à face sur les bords de l'Amour, prêtes

au moindre signal à se jeter l'une sur l'autre. D'un jour à l'autre, chacune de ces armées voit ses forces grossir, ses munitions et ses approvisionnements se compléter. La presse mondiale sonne l'alarme. Au cours de sa dernière entre-

vue à Rome, M. Litvinov n'a pas caché la possibilité d'une guerre entre le Japon et la Russie soviétique. M. Milioukov, dans son organe, *Poslednia Novosti* du 7 décembre 1933, va jusqu'à indiquer la date de la déclaration de guerre : « Si, effectivement, ainsi que le bruit court, un accord secret existe entre le Japon et l'Allemagne au sujet d'une action concertée contre la Russie, le début de cette action aura lieu vraisemblablement à la même date. Il est très symptomatique qu'une même date, la première moitié de 1935 ait été choisie pour l'ouverture des hostilités à Tokio et à Berlin... »

Effectivement, le danger de guerre et d'expansion japonaise en Extrême-Orient est plus que vraisemblable. Sous la pression de ces possibilités, le président des Etats-Unis d'Amérique a adressé un télégramme à M. Kalinine au sujet de l'ouverture de négociations entre la grande république américaine et la Russie soviétique. C'est ce qui explique le départ hâtif de M. Litvinov pour Washington.

La perspective d'un conflit en Extrême-Orient touche aux intérêts d'autres Grandes Puissances, plus particulièrement à ceux des Etats-Unis. En d'autres temps, évidemment, les Grandes Puissances seraient intervenues pour défendre leurs intérêts immédiats. Mais en ce moment, ni l'Amérique, ni l'Europe ne peuvent se permettre une intervention active contre le Japon. La crise économique et financière que traverse l'Amérique, lie pieds et mains à la Maison-Blanche, sans toutefois l'empêcher de prêter son appui et de renforcer la situation de l'U.R.S.S. dans sa lutte contre le Japon. La situation en Extrême-Orient a jeté dans les bras l'une de l'autre la Russie soviétique et les Etats-Unis d'Amérique et des concessions, de part et d'autre, ont été

faites. La reconnaissance officielle des Soviets par les Etats-Unis d'Amérique a été faite et un échange de représentants diplomatiques s'en est suivi; il n'y a plus qu'à attendre maintenant le développement ultérieur des relations amicales entre ces deux Etats. Il est permis de supposer que le Gouvernement de M. Roosevelt fera tout ce qui dépend de lui pour consolider la situation politique et financière de la Russie soviétique afin de l'opposer au Japon.

Le développement ultra-rapide de l'industrie japonaise et l'accaparement des marchés d'Europe et d'Asie par les marchandises japonaises livrées à des prix, bien des fois plus bas que celles des autres pays industriels ont inquiété l'opinion publique mondiale. Pour un peu, le danger communiste ne serait rien en comparaison de ce qu'on appelle le « dumping » japonais. Les marchandises japonaises à bon marché éliminent de l'Inde et des îles qui l'avoisinent, surtout des marchés chinois, les marchandises anglo-américaines.

Il semblerait qu'en présence de ces faits, la diplomatie anglo-américaine devrait agir en commun, or, en dépit des fréquentes propositions faites à ce sujet par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à l'Angleterre, une collaboration entre les deux gouvernements n'a pu s'établir jusqu'à présent. Chacun de nous se rappelle les déclarations Hoover-Simpson faites à ce sujet. De quoi s'agit-il donc?... Si le dumping japonais porte préjudice aux intérêts économiques de l'Angleterre, les intérêts économiques de cette dernière s'opposent nettement à ceux de l'Amérique. Elle comprend parfaitement que le Japon doit trouver un territoire où il lui sera possible de déverser le trop plein de sa population.

La déclaration de M. Araki affirmant que le « but — la Mongolie »,

l'« Asie aux Asiatiques » semble rassurer l'Angleterre, du fait que l'expansion japonaise s'éloigne de l'océan Indien pour s'orienter vers la Sibérie. Ce sont peut-être ces considérations qui expliquent l'absence du bloc anglo-américain contre le Japon.

Si le Gouvernement soviétique a obtenu quelques succès en Amérique, il n'en a pas été de même à Rome. Le fait est que la diplomatie soviétique aurait voulu obtenir par l'intermédiaire de M. Mussolini le rétablissement normal des relations germano-soviétiques et la neutralité de l'Allemagne en cas de complications en Extrême-Orient. Nos lecteurs n'ignorent point qu'en ce moment la Russie soviétique est menacée par deux dangers : par le Japon et l'Allemagne. Tout récemment, les journaux soviétiques ont dévoilé l'existence de rapports secrets entre les nationaux-socialistes et les communistes ukrainiens. A la tête de ces derniers était feu Skripnik dont le suicide fit récemment sensation et que l'on accuse d'avoir vou-

lu séparer l'Ukraine de la Russie, pour constituer un Etat indépendant. Les efforts tentés par la diplomatie soviétique, afin de détourner ce danger, sont restés sans résultat. Le passage précipité de M. Litvinov par Berlin, suffirait pour confirmer ce fait. Aucune rencontre n'a eu lieu et les relations entre Moscou et Berlin sont restées ce qu'elles étaient, c'est-à-dire, assez tendues.

Comme on le voit, la situation des Soviets, en dépit de leur reconnaissance par les Etats-Unis est toujours aussi difficile. Coincée entre le Japon et l'Allemagne, la Russie est obligée de soutenir à l'intérieur *une lutte acharnée contre les paysans et contre les forces centrifuges des nationalités* qui cherchent à se détacher de l'« Union ». Moscou cherche de tous côtés, au prix de concessions de tout ordre, à s'assurer, sinon des alliés, du moins une neutralité le long de ses frontières au cas où les graves complications extérieures qui la menacent viendraient à se réaliser.

Dr Mir Yacoub

Au Turkestan

Les erreurs de l'ancienne direction au Kirghizistan.

Après le Kazakstan, des « erreurs de l'ancienne direction » ont été relevées au Kirghizistan. Dans un très court délai, des hommes comme Sydykov (Sadayev) ainsi nommé par erreur dans les journaux soviétiques président de la Commission de contrôle, comme Chakhrai secrétaire responsable du Comité régional du parti et Abdurrahmanov, président du conseil des commissaires ont été relevés de leurs fonctions. Des travailleurs moins connus, ayant subi le même sort, n'entrent pas en ligne de compte.

Les « erreurs » au Kazakstan et les « erreurs » au Kirghizistan sont le résultat de deux conceptions du pouvoir soviétique au Turkestan, de deux conceptions qui s'excluent. Prenant leur origine à des sources entièrement opposées, ces « erreurs », sont par leurs proportions, c'est-à-dire par les résultats immédiats de leur action nuisible et par les disproportions de leur substance, diamétralement opposées. L'examen minutieux de ces « erreurs » au Kazakstan et au Kirghizistan nous donnera la clé et l'explication substantielle de ce qu'on

appelle « la politique nationale léniniste » du pouvoir soviétique au Turkestan.

Pour plus de clarté, nous exposerons ici les « erreurs » relevées au Kazakhstan et au Kirghizistan.

Les « erreurs » au Kazakhstan ont été commises par les anciens dirigeants, à la tête desquels se trouvait un bolchevik de longue date, jouissant d'une confiance toute particulière de Moscou. Cet homme n'est autre que Philippe Golochtchekine.

Ce Golochtchekine, comme du reste les bolcheviks commencent à le reconnaître, changea par voie de décrets, les particularités du Kazakhstan. En d'autres termes, il ordonna d'appliquer dans les rayons à population nomade du Kazakhstan, les lois soviétiques sur la collectivisation et sur l'industrialisation avec une rigueur beaucoup plus grande que dans les rayons plus développés au point de vue industriel et agricole de la Russie d'Europe. Il suffisait de faire la moindre allusion aux particularités locales « comme susceptibles d'empêcher la rigoureuse application des décrets, telles que la collectivisation intégrale dans les rayons à population nomade pour que ledit Golochtchekine y découvrit des symptômes de « nationalisme local » et de « contre-révolution nationale ». M. Golochtchekine ordonna par exemple de terminer les opérations de collectivisation au Kazakhstan, au cours de l'armée 1932... Il arrivait que M. Golochtchekine ne tenait aucun compte des instructions du pouvoir central lorsque ces instructions apportaient quelque soulagement à la population autochtone du Kazakhstan. C'est ainsi, par exemple qu'une décision du Comité central du parti communiste du 17-9-32 resta sans aucune suite ; or cette décision autorisait la possession individuelle de huit têtes de gros bétail et de 100

moutons dans les économies des rayons nomades du Kazakhstan. Une autre décision du Comité central du parti communiste en date du 17-9-32 libérait les rayons nomades et semi-nomades du Kazakhstan des prestations de viande. Or, « pas un rayon à population nomade du Kazakhstan, dans aucune de ses provinces ne fut exempté des prestations de viande ». (cf. la *Pravda du Kazakhstan* du 22-7-33). Sait-on encore que ledit M. Golochtchekine annula, en recourant à des menaces et par la terreur, une loi soviétique suspendant jusqu'à la fin des opérations touchant à l'installation de la population kazake, nomade et semi-nomade, l'immigration au Kazakhstan des paysans russes...

M. Golochtchekine agissait ainsi parce qu'il savait que toutes ses instructions étaient approuvées par Moscou qui lui octroyait « pour les services rendus à la révolution » les plus hautes distinctions honorifiques. Les résultats de cette politique se firent bientôt sentir d'une manière catastrophique sur la population kazake : le cheptel diminua d'environ 40 o/o ; la population périt des suites de la famine ; les anciens nomades et semi-nomades, englobés de force dans les kolkhoz et les sovkhos commencèrent à se disperser, mais sans le bétail d'autrefois. Une très vive agitation ne tarda pas à se manifester dans les rangs des communistes kazaks et M. Golochtchekine avec les collaborateurs immédiats furent remplacés sans que pour cela, aucun ne fut autrement inquiété de mesures disciplinaires. A Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, une réunion solennelle fut même organisée, au cours de laquelle l'on vanta les mérites de M. Golochtchekine, vis-à-vis de la révolution, tout particulièrement vis-à-vis du Kazakhstan.

Les leçons « des erreurs de direction » au Kazakhstan ne passèrent point ina-

perçues dans la république voisine du Kirghizistan. Ses dirigeants qui travaillaient sous le contrôle immédiat du Bureau d'Asie centrale du Comité central du parti communiste tirèrent les conclusions qui s'imposaient des « expériences » de M. Golochteckine. Au Kirghizistan, on prit en considération les funestes résultats auxquels conduit l'exécution aveugle des décrets de Moscou ; on comprit également que bien souvent, sinon toujours, les décrets moscovites concernant les diverses prestations, telles que la loi sur le stockage, ne répondent pas aux possibilités du pays. C'est ainsi par exemple, que Moscou exige la fourniture d'un certain nombre de tonnes de blé en se basant sur un plan de récolte supposée. Mais si la récolte a été inférieure aux « plans » établis par Moscou, qu'advient-il ? Recueillir la quantité de blé envisagée dans le plan de Moscou est chose impossible, soit qu'une telle quantité de blé est inexistante soit que si on arrive à la trouver, la population restant sans rien est vouée à la famine. En outre, il aurait été extrêmement difficile de faire apporter le blé aux lieux de livraison en raison de la pénurie des moyens de transport et du manque de personnel, tous les gens disponibles étaient occupés à la réalisation de la campagne des semailles. En présence de ces difficultés, le président du Conseil des commissaires kirghize, M. Abdurrahmanov et le secrétaire responsable du parti M. Chakhrai hésitèrent et ils choisirent une voie susceptible de sauver la population de la famine. M. Chakhrai déclara que l'exportation du blé du Kirghizistan était chose impossible, que la récolte était médiocre, que les gens étaient occupés à la réalisation de la campagne des semailles et qu'enfin l'on manquait de chevaux pour les besoins des transports. Le président, M. Abdurrahma-

nov déclara ouvertement ce que pensaient les travailleurs responsables kirghizes. Tous les journaux du Turkestan reproduisaient la déclaration suivante de M. Abdurrahmanov : « Qu'on nous relève de nos fonctions, si nous ne faisons pas l'appoint demandé, plutôt que de plonger le Kirghizistan dans une situation pénible ». En dépit de cette déclaration, les bolcheviks recueillirent les 90 o/o du plan envisagé. La famine commença peu après à se faire sentir. Le gouvernement crut indispensable afin d'éviter que la population fût décimée par la famine de proposer aux organisations centrales le ravitaillement par l'Etat de 430.000 âmes, ce qui, avec les cultivateurs formerait un total de 650.000 âmes, (la population totale du Kirghizistan étant de 1.110.000 âmes) population à laquelle l'Etat devait assurer la fourniture du blé... De son côté le gouvernement kirghize donna l'ordre de faire remise des grains aux kolkhoz qui n'avaient pas eu jusqu'alors la possibilité de livrer la récolte de blé exigée à l'Etat (du fait que la famine commençant à sévir, la population des kolkhoz avait mangé une partie de la récolte).

Grâce à ces mesures, les proportions de la famine au Kirghizistan n'ont pas été si grandes que dans le Kazakhstan. Mais le Gouvernement de Moscou ne l'entendait pas de cette oreille. Il a cru voir dans les actes du gouvernement kirghize et dans la direction du parti une « tendance antigouvernementale, l'opposition de menus intérêts locaux aux intérêts de l'Etat » et il déclara que les actes de la direction du parti kirghize et dudit gouvernement sont « le reflet de la résistance koulako-baï aux tâches du gouvernement prolétarien, en même temps qu'une déviation vers la droite de la ligne générale bolcheviste » (cf. *Turkmenskaïa Iskra* du 9 octobre et

Pravda Vostoka du 16 octobre 1933).

Qu'on fasse maintenant un rapprochement entre les résultats donnés par « l'inadmissible tendance antigouvernementale » du Gouvernement et de la direction du parti du Kirghizistan et ceux du Kazakhstan avec les « erreurs » de sa direction : au Kazakhstan des dizaines de mille kazaks sont morts de faim, le cheptel a péri, les gens des kolchoz se sont dispersés pour reprendre leur vie nomade. Les auteurs coupables de cette politique, Golochtchekine et ses collaborateurs immédiats, rappelés à Moscou, quelques-uns sont même restés à leur poste de commandement. Au Kirghizistan, la « tendance antigouvernementale » de Chakhraï, d'Abdurrahmanov et autres, tendance qui s'est manifestée par un écart de 10 o/o sur la remise totale à l'Etat des grains du rayon, du fait de la famine, écart qui sauva le pays de la destruction totale par la famine, déchaîna la fureur de Moscou. Abdurrahmanov, Chakhraï, etc. furent relevés de leurs fonctions et devront en outre paraître devant le tribunal du parti.

Au Kazakhstan, Moscou approuva tous les actes de M. Golochtchekine jusqu'au jour où survint la catastrophe et cependant M. Golochtchekine n'a pas été mis en jugement.

Au Kirghizistan, Moscou mit un terme à l'activité des communistes kirghizes, activité dirigée contre le danger d'une catastrophe qui menaçait le pays et qui

fut néanmoins interprétée comme une déviation de la ligne du parti.

Au Kazakhstan, M. Golochtchekine envisageait d'abord la subordination des intérêts de la population locale aux intérêts du centre et Moscou, attendait froidement, sachant fort bien cependant que ledit Golochtchekine suspendait les lois du centre soviétique.

Au Kirghizistan, M. M. Abdurrahmanov, Chakhraï, Syddykov envisageaient d'abord les intérêts vitaux de la population locale, ne serait-ce que sous la forme de l'inexécution partielle d'un ordre trop catégorique et trop pénible du centre pour les capacités du pays.

Résumons : au Kazakhstan : catastrophe dans toute son ampleur perte du cheptel et de la population ; au Kirghistan cette catastrophe est évitée.

Témoignages d'indulgence envers les coupables de la catastrophe au Kazakhstan.

Sanctions rigoureuses envers les personnes qui surent éviter cette même catastrophe au Kirghizistan.

Moscou souffre même qu'on suspende ses décrets si par cette manœuvre le but de la colonisation du Turkestan est atteint.

Moscou ne peut admettre le moindre écart dans l'exécution de ses plans, si par cette manœuvre l'on tient compte des seuls intérêts de la population locale.

En cela se traduit « toute la politique nationale léniniste au Turkestan ».

Janai

Dangereux partenaire

Deux questions aujourd'hui retiennent l'attention de la diplomatie internationale qui poursuit son travail avec une énergie et une activité exception-

nelles : c'est la question du désarmement et celle qui touche au contrôle des armements présents. Mais le problème du désarmement et des arme-

ments, le problème de la paix en Europe sont intimement liés aux nouveaux groupements, à de nouveaux faits d'une grande importance, à des dispositions nouvelles qui ont surgi dans la conclusion des nouveaux pactes de non-agression avec l'U.R.S.S. Signalons à ce sujet que les voyages par la voie des airs ou terrestre des hommes d'Etat des grandes puissances d'Europe en U.R.S.S. sont on ne peut plus caractéristiques pour les combinaisons qu'on envisage ou pour mieux dire, envisagées sur l'horizon politique d'Europe et d'Amérique.

Par une étrange ironie du sort, parmi les Etats qui aspirent à la création d'une union des pays qui pour un motif ou pour un autre éprouvent quelques craintes en présence du programme du national-socialisme allemand, figure un partenaire, éminemment dangereux en la Russie soviétique.

Il ne faudrait pas cependant, en dépit des assurances de paix des politiciens moscovites, négliger la mobilisation du Komintern des guerres civiles sur une échelle mondiale. La mobilisation bolcheviste qui comprend non seulement différentes sortes d'armements, mais ce qui est plus grave, l'organisation hâtive non seulement de la Russie soviétique, mais de l'étranger, pour la préparation de la lutte pour le triomphe des idéaux chimériques du règne du socialisme. Cette mobilisation crée un danger pour tous les pays, attendu que ces pays peuvent être soumis à un régime de terreur et d'oppression. Vraisemblablement, le but essentiel de la diplomatie de tous les pays qui s'estiment exposés à la rigueur de guerres civiles, est de se prémunir de toute possibilité de voir réaliser chez eux le programme du Komintern.

Cependant, les pays qui ont toujours mis au premier plan les problèmes de

la sécurité et qui désiraient l'assurer par des moyens internationaux ont plus que jamais le droit de croire que le danger réel pour la paix de l'Europe a commencé à se manifester le jour où les agents du Komintern ont reçu toute liberté d'action dans le champ de leur propagande malveillante. C'est pourquoi le plus important, c'est de paralyser la mobilisation des forces qui poussent à la guerre civile dans le monde que le pouvoir soviétique par la voie du Komintern essaie de déchaîner.

On voudrait croire que la présence de la Russie soviétique parmi les nouveaux groupements n'est pas le fait d'une sympathie quelconque envers le régime bolchevik. Le danger que présente un pareil régime, lié au Komintern avec les plans de révolution mondiale, poursuivis par Moscou ne sont pas un secret, même pour les politiciens « soviétophiles ». Il est certain que les hommes politiques partisans de l'alliance avec les Soviets conçoivent parfaitement que la valeur d'un accord avec l'U.R.S.S. est bien précaire. En réalité les « idéaux » internationaux du régime bolchevik qui se résument à la destruction des formes actuelles des pays cultivés ne sont pas abandonnés; ils conservent toute leur force non seulement pour les idéologues de la révolution mondiale, mais aussi pour les politiciens pratiques du Kremlin. La décision prise tout récemment par le Komintern, en vertu de laquelle « une nouvelle série de guerres et de révolutions » est envisagée ce dont le communisme doit tirer parti constitue bien cette doctrine que les bolchéviks propagent à travers le monde. Il n'y a pas de raison de croire que les politiciens effectifs des pays cultivés ignorent cet état de choses; il n'y a pas de raison de nier le danger pas plus que l'impossibilité d'appliquer les principes du bolchevisme dans les

pays civilisés d'Europe. Ce n'est pas en vain que les cercles très influents de l'Occident soulignent qu'il ne faut pas fermer les yeux sur la « manière » dont les bolcheviks remplissent leurs engagements internationaux en s'en tenant à leurs principes communistes.

L'on ne peut qu'être surpris de voir les louanges qui de partout sont adressées au régime bolchevik dont on s'obstine à ignorer les côtés négatifs. Il n'apparaît point qu'il soit nécessaire de cacher la réalité bolcheviste, de nier le mal qui en découle du seul fait qu'il s'agit de soutenir pour le moment l'utilité de voir, dans une nouvelle combinaison politique la présence de l'U.R.S.S. Les combinaisons internationales ont un caractère passager, le bolchevisme avec tous ses dangers a un tout autre caractère. Les Allemands ont bien compris cette vérité après avoir, des années durant, fraternisé avec les Soviets. Que pense le gouvernement de Moscou du danger imminent d'une guerre? Les hommes politiques de Moscou accordent-ils quelque importance aux pactes de non-agression qui devraient cependant, dans l'idée de leurs auteurs, assurer une paix durable?

L'on peut trouver une réponse à ces questions dans la propagande faite dans les journaux soviétiques à l'occasion de la journée dite « contre la guerre » du 1^{er} août de chaque année. Depuis longtemps déjà le pénible anniversaire de la déclaration de la grande guerre a servi de prétexte au Komintern de Moscou pour l'organisation de manifestations en masse ayant pour but d'aggraver « la situation révolutionnaire ». Bien que ces manifestations soient prétendument organisées contre la guerre, en réalité tous les mots d'ordre lancés à cette occasion ont un but bien déterminé: c'est de préparer la psychique de la guerre, de susciter la

décomposition des forces armées des pays capitalistes en donnant l'illusion aux masses que les gouvernements bourgeois d'Europe n'ont point d'autres soucis que de se lancer en guerre contre le pays pacifique des Soviets. Il est vrai que ces manifestations des masses et de rues n'ont point jusqu'à présent donné les résultats désirés, mais cependant grâce à cette mise en scène de Moscou l'on peut constater en ce moment toute une série de déclarations bien nettes qui méritent l'attention ne serait-ce qu'en raison de la situation politique actuelle.

Le centre d'attraction de la propagande bolcheviste en ce qui concerne la paix consiste à faire accroire aux masses laborieuses l'imminence d'une guerre en Europe. Les politiciens bolcheviks, les publicistes soviétiques ne cessent de répéter à leurs concitoyens et aux ouvriers étrangers que la crise actuelle avance l'heure du danger de guerre et que la bourgeoisie cherchera une issue dans un conflit armé. Faut-il rappeler ce qu'écrivait, hier encore, l'organe officiel des Soviets les « Izvestia »: « La guerre en Extrême-Orient a commencé sans déclaration formelle préalable. Qui nous dit qu'une guerre semblable n'éclatera pas un jour sur un point quelconque du globe. Un chaos économique et politique complet, pousse le monde capitaliste à une issue sanglante... »

Avec plus de franchise encore, la *Pravda* s'est prononcée: Selon une déclaration de l'organe central du parti communiste, l'effondrement du capitalisme laisse entrevoir des « foyers de nouvelles guerres, des silhouettes de nouveaux fronts, symptômes caractéristiques des époques d'avant-guerre ».

S'arrêtant sur les divers conflits entre l'Europe et l'Amérique, sur la situation en Extrême-Orient, la *Pravda* revient sur son thème préféré à savoir:

que « le point essentiel des plans belliqueux de l'impérialisme ont pour unique but l'attaque de l'Union soviétique... La bourgeoisie s'efforce de trouver une issue à la crise au compte de l'Union soviétique. Le danger d'une intervention antisoviétique a pris corps ces derniers temps. « Ce danger apparaîtrait non seulement dans le conflit soviéto-nippon, mais aussi dans la « provocation monstrueuse qui amena l'assassinat de M. Paul Doumer, président de la République, par Gorgoulov. »

Tout cela prouve suffisamment que les bolchéviks se préparent à la guerre, qu'ils la considèrent inévitable dans un temps plus ou moins rapproché. C'est un fait indiscutable, indépendant de la question qui fait que les bolcheviks croient ou ne croient pas à la possibilité d'une campagne contre le pays des Soviets. Vraisemblablement, les politiciens soviétiques eux-mêmes, très au courant de ces machinations, sachant très bien que personne ne songe à attaquer l'U. R. S. S. estiment nécessaire de soutenir ce mensonge, de l'inculquer aux citoyens soviétiques et aux ouvriers d'Occident. Cette tactique ne peut s'expliquer autrement que par le désir des bolcheviks eux-mêmes de réaliser la tâche que s'est imposée le Komintern de déchaîner une révolution universelle à la faveur des événements de l'Occident. Et de nos jours, conséquemment, l'idée que la menace d'une révolution sociale doit précéder la tempête qui déchaînera le bolchevisme au-delà des frontières soviétiques apparaît comme un axiome dans les rangs du bolchevisme.

En présence d'une situation si fermement établie, il est clair que la diplomatie bolcheviste avec ses pactes de non-agression n'est qu'un moyen de tactique afin de mieux démontrer le pacifisme du pouvoir soviétique tout en se préparant à « l'assaut final ». Il est bon de

remarquer à ce sujet que dans les innombrables articles consacrés à la journée « contre la guerre », il n'est pas question des pactes de non-agression, qui constituent les derniers succès de la politique soviétique. Effectivement, ce thème ne cadre pas avec les motifs à grand effet que chante la presse des Soviets du 1^{er} août. M. Charles Radek, dont le rôle est assez important dans les milieux dirigeants du bolchevisme, a cru plus utile en cette journée du 1^{er} août de consacrer un article tout spécial au livre du général anglais Fuller « Les dents du dragon ». Le général anglais voit dans le danger communiste la plus grande des menaces pour l'Europe. Radek en convient et il reproduit même, sans la moindre objection des passages du livre du général Fuller: « J'ai souvent entendu affirmer, écrit Fuller, qu'un beau jour les Russes ouvriront les hostilités contre l'un des Etats d'Europe. Cette remarque ne manque pas d'intérêt, si l'on se rappelle que depuis 1917, la Russie se trouve en état de guerre avec tous les peuples restés partisans de l'ancien état de choses. Ces peuples ont leurs ambassadeurs à Moscou et les Russes ont les leurs dans les capitales d'Europe. Les étrangers font du commerce avec la Russie et celle-ci à son tour fait du commerce avec eux. Les citoyens étrangers voyagent en Russie et les Russes voyagent à l'étranger. Et cela, malgré que depuis 1917, la Russie mène une lutte ouverte contre la civilisation de l'Europe occidentale. »

Je répète, Radek n'objecte rien contre la thèse du général Fuller si tant est qu'il n'y a rien à objecter.

De par sa nature, le bolchevisme est toujours en état de guerre contre l'ensemble des régimes capitalistes et il admet dans la lutte contre ces régimes en temps de paix et nonobstant les pactes de non-agression, les mêmes armes mo-

rales que celles utilisées en temps de guerre.

La guerre, de par ces conceptions, est considérée comme un moyen susceptible de faire avancer le processus de lutte qui se poursuit sans trêve ni répit. En attendant ce choc, l'on met en branle les actes connus de tous et dont parlent ouvertement les articles parus dans l'organe soviétique des syndicats, le *Troud*, du 1^{er} août.

Dans cet organe l'on y découvre tout un programme de sabotages ayant pour but de désorganiser de décomposer les forces militaires des Etats d'Europe. Ce but est manifeste dans les lettres des soldats de diverses armées d'Europe publiées dans la *Pravda* du 1^{er} août: Un matelot anglais rappelle les désordres survenus dans la flotte britannique; un soldat hollandais promet, en cas de guerre, de diriger son fusil contre sa propre bourgeoisie, etc.

Pour ce qui est des forces militaires du bolchevisme, de l'armée rouge, tous les mots d'ordre répètent ces mots magiques: il faut renforcer l'armée rouge; le militarisme rouge est le meilleur

moyen de lutte pour la paix. La lutte contre les plans antisoviétiques, écrit la *Pravda*, est impossible sans le renforcement défensif de notre pays et le renforcement de l'armée rouge ».

Telles sont les quelques conceptions que nourrissent les cercles dirigeants du pays « pacifique » des Soviets. La mise évidente sur la guerre mérite l'attention de tous ceux qui attachent trop peu d'importance à ce côté de la vie soviétique, et de ceux qui prennent trop au sérieux les zigzags diplomatiques de tactique de la souplesse soviétique. Si le national-socialisme allemand avec tous ses principes et programmes semble un danger les hommes politiques d'Europe ont recours à toutes sortes d'expédients voire même à un rapprochement avec le pays du bolchevisme, il ne faut cependant pas oublier que le système qui régit la Russie soviétique de par son essence et sa nature nie ces mêmes principes de paix et de fraternité internationale sur lesquels reposent le développement de l'humanité et son travail, libre et pacifique.

I. Tchoulik.

La vérité sur les Soviets

Il est difficile pour un lecteur inexpérimenté de lire la presse soviétique, attendu qu'il y a toujours deux éléments qui se contredisent: louanges et défauts, succès et échecs. Mais comme les louanges prévalent toujours il est presque impossible de discerner ce qui est vrai, de ce qui est faux, de comprendre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Néanmoins, en faisant des comparaisons et des recherches, on peut y découvrir un brin de vérité.

**

Prenons la question si brûlante de la famine, en Ukraine et au Caucase du Nord. Nulle part, dans la presse soviétique, l'on ne trouve une allusion à la « famine ». La censure est très sévère chez les Soviets et la consigne est bien gardée. Par contre, la presse étrangère de tous les pays nous apporte, presque chaque jour, de tragiques nouvelles: Mais notons d'abord une chose assez curieuse; c'est que à part les démentis semi-officiels des représentants sovié-

tiques à l'étranger, *aucun démenti ne figure dans la presse soviétique*, pas même les démentis pris dans la presse étrangère qui sympathise aux Soviets. C'est-à-dire que le silence est complet. Comment expliquer cette attitude — Tout simplement pour ne pas faire savoir à la population que l'étranger est bien informé sur l'existence même de la famine.

Mais si l'on veut bien lire attentivement cette même presse officielle (et chez les Soviets il n'existe pas de presse libre) l'on y trouve des allusions à la famine. En voici quelques témoignages:

La « Pravda » de Moscou publie à la date du 7 novembre 1933, et à deux reprises dans le même journal un télégramme de Postychev, bras droit de Staline en Ukraine, dans lequel il annonce à son maître que l'Ukraine a réussi à remplir son « devoir » envers l'Etat soviétique, en lui livrant la quantité de blé prévue par le plan. Naturellement Postychev ne dit pas que ce blé a été arraché de force à la population affamée. Il ne dit pas que cette victoire d'un mosecouteira qui n'a pas faim a été remportée sur l'Ukrainien affaibli, sous la menace d'une mort lente, rapide peut-être, selon le cas... Voici du reste un passage de ce télégramme :

« Cette victoire a été obtenue grâce au secours considérable que le Comité Central du parti communiste de l'Union et le Sovnarkom ont donné aux kolkhoz et aux paysans de l'Ukraine au cours du printemps 1933 *par l'envoi de semences, de vivres, de machines...* »

Nous trouvons en même temps dans ce même journal mosecovite que « l'Etat est venu au secours de certains kolkhoz en leur envoyant des semences, du fourrage, et même *des vivres...* »

Que signifient ces affirmations ? quel mystère se cache sous ces paroles inno-

centes de cet « envoi de vivres ». Il ne peut y avoir qu'une seule réponse : C'est que l'Etat — voire les Soviets — ont dû se résigner à secourir les kolkhoz en leur envoyant non seulement les semences et le fourrage qu'ils ne possédaient point, mais encore des vivres pour s'alimenter. C'est dire, que les kolkhozniks, eux-mêmes, gens privilégiés des Soviets étaient déjà atteints par la famine au printemps de 1933. Si l'on admet que les kolkhoz avaient besoin de secours immédiat en vivres on peut facilement se représenter ce que devait être la situation de la population qui n'était pas « collectivisée ». Il est certain que dans ces milieux, la famine sévissait dans toute sa rigueur.

L'on ne saurait avoir de meilleur témoignage que cet aveu officiel de Postychev.

**

Quant à la manière employée par les Soviets pour procéder à la moisson, elle mérite d'être rappelée. On sait que les travaux des champs sont exécutés par le système dit des « brigade », que les champs ensemencés sont gardés par des sentinelles armées, que les convois de blé sont escortés par des soldats etc.

Mais il y a mieux encore.

Pour contrôler le labourage des terres et les semailles ainsi que pour garder les champs ensemencés, les Soviets utilisent... l'aviation militaire.

La « Prikordonna Pravda » N° 402 écrit notamment : « Sur les champs soviétiques, luttant avec les masses ouvrières, des centaines de travailleurs de l'armée de l'air protègent la moisson socialiste ».

Quel charme dans ces termes : « travailleur de l'armée de l'air ! C'est beaucoup mieux que les termes « bourgeois » de sous-off. de lieutenant, capitaine...

Mais au fond pourquoi et contre qui

ces « travailleurs de l'armée de l'air » protègent-ils la moisson ? Il est facile de le deviner... Eh bien, tout simplement contre ceux qui, au péril de leur vie, essayent de détourner quelques grains. Et ces « voleurs » ne pourront être que des affamés...

Telle est la vérité chez les Soviets...

La population lutte avec acharnement pour se procurer du pain par tous les moyens à sa disposition. La « *Tchor-nomorška Kamouna* » N° 1258, signale que « Sans la commune « 3-ème année du plan quinquennal » (drôle de nom pour une commune !) le « kourkoul » (paysan autrefois aisé) « Kluy Jean, propagait l'idée du ne pas semer, car disait-il, « de toute façon on nous enlèvera le blé ».

Dans le Sovkhoz (exploitation soviétique) « Le Géant », d'après une correspondance de la « *Pravda* du 31 octobre 1933 N° 301 on constate que, « Dans la 4-ème section — 400 tonnes de blé et dans la 7-ème section — 500 tonnes ne sont pas couverts et que, de ce fait, les grains moisissent. Des cas analogues ont été constatés dans d'autres sections.

Et comme ces 900 tonnes de blé qui commencent déjà à moisir sont gardées par des sentinelles, personne n'ose y toucher. Mais poursuivons : « Dans la 6-ème section le maïs, a été ramassé et nettoyé ; il est prêt à être rendu à l'Etat, mais jusqu'à présent il se trouve encore dans les champs, entassé, mais non couvert ; il se mouille sous la pluie et sert de nourriture aux souris ».

Telles sont les conditions habituelles d'exploitation soviétique dans un temps de pénurie de vivres. Et s'il arrive que les paysans essaient de reprendre leur blé, abîmé par les pluies, tout en étant

gardé par des gens armés des expéditions punitives sont décrétées et les tchékistes entrent en scène : les mitrailleuses crépitent, des bombes sont lancées des avions « protecteurs » et la terre se se trouve ensemencée de chair humaine...

C'est une lutte active quotidienne qui ne cessera que le jour où tomberont les Soviets en Ukraine.

L'U.R.S.S. — c'est l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes indépendantes qui ont le droit de se séparer de l'Union. D'après la constitution soviétique, basée sur le droit sacré pour chaque nation « de disposer elle-même de son sort » chaque Etat faisant partie de l'Union soviétique à le droit de se séparer de « l'Union » mais la réalité est un peu différente.

En voici un exemple :

Les *Izvestia*, à la date du 27 Novembre publient une résolution du Comité Central du parti communiste concernant le mouvement national en Ukraine. Enumérant tous les péchés des communistes ukrainiens à la tête desquels se trouvait feu Skrypnik et qui s'étaient donné pour tâche « de se séparer de l'U.R.S.S. » (ce qui est prévu par la constitution soviétique), la résolution les accuse « d'avoir essayé d'affaiblir l'influence de l'Union soviétique d'avoir voulu séparer la langue ukrainienne de celle de la Russie, d'avoir tenté de remplacer les mots ukrainiens qui ressemblent aux mots russes par des mots polonais, tchèques, allemands (!) et de s'être efforcés d'ukrainiser les écoles ».

Laissons de côté cette abracadabrante accusation sur le remplacement des « mots ukrainiens qui ressemblent aux mots « russes » et sur « l'ukrainisation des écoles » (on sait que cette « faveur » a été accordée à l'Ukraine assujettie, il

y a quelques années déjà. Ce n'était là qu'un prétexte dirigé contre la langue ukrainienne et contre l'ukrainisation pour donner à cet acte un sens « contre-revolutionnaire ».

Notons seulement que l'Ukraine qui possède une mentalité et une civilisation différentes de celles de la Moscovie, une littérature propre, une langue reconnue indépendante par les savants russes eux-mêmes, un art ancien, riche en traditions, cette Ukraine, occupée actuellement par une force militaire étrangère, n'a pas le droit de parler de « séparation » ; cette tendance déplaisant tout simplement aux dirigeants du Kremlin. Cet exemple suffit pour démontrer la juste valeur de la constitution soviétique.

✱

Les louanges sont toujours des louanges ; parfois, cependant d'entre les louanges soviétiques, on peut vraiment trouver des perles. En voici une :

A la réunion solennelle du komsomol (jeunesse communiste) de Léninegrad, le bolchévik notoire Kirev, parlant des « succès » et de l'activité des Soviets lança ces propos :

« Le plus grand défaut qu'on puisse constater dans notre activité jusqu'à présent, c'est l'incompréhension presque complète de l'idée de Lénine, à savoir : la nécessité de s'instruire... Je suis loin de trop apprécier la technique bourgeoise, mais il faut bien tout de même se rendre à l'évidence ; pour être sincère il faut avouer que la technique bourgeoise est une chose solide, riche en traditions séculaires et il est impossible de l'apprendre en deux temps, d'un seul coup, ou bien à l'aide d'une seule décision de la cellule du komsomol... »

Cette tirade, prononcée par un bolchévik notoire, est une louange généreusement accordée à l'Europe qui ce-

pendant, d'après l'idéologie bolchéviste n'est qu'une chose « pourrie », « prête à périr... »

Celui qui avoue ainsi s'accuse d'avoir menti...

✱

Pour conclure, signalons un cas bien symptomatique, une chose quotidienne :

La *Pravda* N° 301 publie une lettre de la région de Guéorguievsk (Caucase du Nord) laquelle réunit douze kolkhoz. Cette lettre est signée exclusivement par des femmes qui travaillent dans ces kolkhoz et qui adressent à M. Staline des félicitations et des vœux.

Après avoir glorifié sur quatre colonnes de la « Pravda » le maître rouge du Kremlin en citant à l'appui tous les bienfaits du bolchévisme ces femmes expriment des vœux qui font que les louanges précédentes apparaissent un peu fades et sans sel.

C'est ainsi par exemple que parlant des marchandises soviétiques ces femmes constatent qu'il y a plus de marchandises qu'auparavant. Dans notre coopérative tous les rayons sont bien garnis. Mais ces marchandises ne sont pas toujours bonnes. Oui, il y a beaucoup de marchandises, mais parfois on ne peut rien y trouver de ce dont on a besoin... Et plus loin : « Est-ce que nos usines ne sont pas capables de produire un beau satin, des souliers durables ou des verres sans défauts ?... »

Ce langage diplomatique, si en honneur chez les Soviets démontre que d'entre les marchandises soviétiques, une femme de kolkhoz ne peut même pas trouver « un beau satin », « une paire de souliers durables », « un verre sans défauts ». Et cela dans un pays qui prétend laisser loin derrière lui l'Amérique par sa production industrielle...

D. Boug.

L'amitié turco-soviétique

(Proposition d'un journaliste ture)

La présence d'une nombreuse délégation soviétique avec le commissaire à la guerre, M. Vorochilov en tête, aux fêtes du X^e anniversaire de la république turque a fourni une admirable occasion à de larges démonstrations d'amitié turco-soviétique. Le généreux cadeau des bolcheviks sous forme de quatre avions de guerre aurait dû aux yeux du monde entier souligner le caractère des rapports entre le gouvernement soviétique et la République turque. Le discours du premier ministre, Ismet-Pacha au banquet en l'honneur de la délégation soviétique, les articles des journaux tures, celui tout particulièrement du principal rédacteur de l'important journal de Stamboul, « *Djumhouriet* », M. Younous Nadi bey, paru dans cet organe à la date du 27 octobre, auraient dû satisfaire l'ambition des bolcheviks. Mais dans le chœur des voix à l'adresse des bolcheviks s'éleva l'une d'elles qui, sans être hostile, voire même « désobligeante », étant toute pénétrée de sentiments d'amitié, laissera toutefois dans l'âme des délégués bolcheviks une dose d'amertume et de haine mal contenue. Cette voix est celle qu'expriment deux articles du journaliste ture, M. Vala Noureddine, parus dans le « *Hergün* » de Stamboul des 27 et 28 octobre. Ces deux articles ont été reproduits dans les colonnes de notre confrère, le « *Yach Turkistan* » N° 48 dont nous nous permettons de donner ici même un aperçu succinct :

L'article du journaliste ture lequel a été communiqué à la délégation soviétique par l'ambassadeur à Ankara, M. Souritz, porte le titre « Lettre ouverte

au commissaire du peuple à l'Instruction publique, M. Boubnov » et « que M. Boubnov prenne exemple sur son camarade Vorochilov ». L'auteur, M. Vala Noureddine ne doute pas non plus de la sincérité de l'amitié des internationalistes extrémistes moscovites envers les nationalistes tures. « Lorsqu'un Etat fait don à un autre Etat, de canons, de fusils et d'avions de guerre, c'est là, écrit M. Vala Noureddine, un témoignage de confiance et de sincère amitié entre ces deux Etats.

Mais M. Vala Noureddine aurait voulu que l'amitié soviétique envers les Tures et la nation turque s'exprimât non seulement par des « dons d'ordre militaire » ; mais « sous une forme plus pacifique ».

M. Vala Noureddine écrit qu'il a fait ses études en Russie soviétique, qu'il a beaucoup voyagé dans ce pays, qu'il y a créé des relations d'amitié. En Russie soviétique, écrit-il, habitent des populations turkes dont le nombre est supérieur à la population de la Turquie. Par le type et par la langue c'est un seul et même peuple. « La différence entre les dialectes d'Orenbourg et de Stamboul, entre Bakou et Brousse n'est pas plus grande que la différence des dialectes parlés à Kastamouni et à Van, à Erzeroum et à Tchoukour-Ova ». Le journaliste ture écrit que même au temps du tsarisme, entre les tures de Turquie et les turks de Russie existait une communauté de liens culturels : les livres et journaux publiés en Turquie étaient autorisés en Russie où ils étaient lus par les Turks de ce pays. De la même manière, les œuvres parues en Russie arri-

vaient en Turquie où elles étaient lues. Certains écrivains même d'entre les Turks de Russie étaient considérés comme étant de nos classiques... Il en est aujourd'hui tout autrement, sous le régime soviétique : entre les deux branches d'un seul et même peuple un fossé profond s'est creusé, une muraille chinoise a été dressée. Les liens culturels sont rompus. Bien plus, le pouvoir soviétique a muni chaque tribu turke d'un alphabet spécial, n'ayant aucun rapport avec celui qui a été adopté en Turquie. Le résultat est tel que deux branches d'une seule et unique nation turke vont d'un jour à l'autre divergeant de plus en plus...

M. Vala Nouredine propose au commissaire soviétique, M. Boubnov, au nom de l'amitié turco-soviétique, de l'aider à détruire cette muraille chinoise et de combler ce fossé. Les mesures que M. Vala Nouredine estime nécessaires pour arriver à ce résultat consistent à autoriser l'entrée dans les pays turks de la Russie soviétique, des publications paraissant en Turquie et, ce qu'il faut bien souligner, de changer l'alphabet imposé par les autorités soviétiques. « Que les savants linguistes et philologues des deux branches de la nation turke se réunissent et qu'ils élaborent en commun la réforme de l'alphabet... Le commissaire à la Guerre, M. Vorochilov, a fait don à la Turquie de canons, de fusils et d'avions de guerre,

témoignant ainsi de son amitié pour les Turcs dans le domaine qui l'intéresse.

Pourquoi le commissaire du peuple, M. Boubnov ne prendrait-il pas exemple sur son camarade Vorochilov et ne nous donnerait-il point en offrande la possibilité de rétablir les liens culturels qui ont été rompus entre les Turcs d'Anatolie et les Turks de la Russie soviétique. Et cette amitié-là, dit en concluant M. Vala Nouredine serait beaucoup plus importante que celle des avions, des fusils et des canons ».

M. Vala Nouredine peut-être assuré que le gouvernement soviétique ne manifestera jamais une semblable « amitié », car il ne faut pas oublier que le « Kemalisme » et le nationalisme turk intégral de ce jour est considéré par les bolcheviks comme la plus dangereuse des idéologies au Turkestan, en Azerbaïdjan et dans les autres rayons turks de l'Union soviétique. Le rétablissement des liens culturels entre ces rayons turks soviétisés et la Turquie kémaliste signifierait dresser idéologiquement le Turkestan, l'Azerbaïdjan etc., contre l'internationalisme moscovite. Le gouvernement soviétique offrira volontiers à la Turquie, non pas quatre, mais une grande quantité d'avions de guerre plutôt que de consentir à laisser pénétrer au Turkestan ou dans tout autre rayon turk soviétisé ne serait-ce qu'un seul instituteur-turc kemaliste.

III.

Revue de la presse

RAPPROCHEMENT RUSSO-AMÉRICAIN

Damoukidzebeli Sakartvelo (La Géorgie indépendante) consacre son éditorial à l'analyse des motifs du rapprochement russo-américain. Après avoir montré la

faillite économique et financière des Soviétiques qui ne disposent plus que du naphte et du manganèse pour soutenir leur commerce avec l'Amérique, le journal conclut :

« Ne voit-on pas combien il est

nécessaire d'avoir en ce moment un organe pan-caucasien qui devrait par ses protestations attirer l'attention du monde sur cette spoliation? Le naphte et le manganèse ne sont-ils pas des richesses extraites du sol du Caucase? Qui pourrait contester le droit de nos peuples? Il nous souvient une démarche spéciale faite à ce sujet par le Conseil des quatre républiques caucasiennes auprès d'une personnalité officielle américaine qui nous répondit: « nous comprenons le bien-fondé de votre protestation mais l'Amérique n'y est pour rien, elle n'achète ni votre naphte, ni votre manganèse ». C'était vrai alors, ce ne l'est plus maintenant. Une protestation énergique serait d'autant plus utile et opportune. »

LES ARMÉNIENS EN GEORGIE

Dans la *Géorgie Indépendante*, M. Pirtskelawa s'indigne contre la politique dominatrice des Soviets et... contre les Arméniens qui se prêtent volontiers à leur jeu.

« Quels que soient l'internationalisme et la magnanimité qu'on puisse demander au peuple géorgien, il ne peut tout même pas ne pas ressentir de l'amertume en voyant aux côtés de son ennemi mortel, des Arméniens qui eux, devraient mieux comprendre toute la valeur de la solidarité arméno-géorgienne et les conséquences néfastes de leur rivalité.

Nous ne voulons rien exagérer, mais la situation actuelle de la Géorgie en fournit assez l'exemple. Non seulement les bolchéviks russes continuent la politique de l'ancien régime mais ils vont plus loin encore en s'efforçant d'envenimer par tous les moyens les rapports entre Géorgiens et Arméniens. C'est avantageux pour eux, c'est néfaste pour nous. Il faut bien y réfléchir.

Inutile de compter sur les communistes géorgiens pour qu'ils combattent cette politique. D'abord, esclaves et suppôts de Moscou ils

n'y peuvent rien, et puis, est-ce qu'un bolchévik quel qu'il soit peut comprendre la valeur de la nationalité, toute la portée de cette idée? Un peu de statistique.

Le *Samchoblo (la Patrie)*, organe du parti national-démocrate géorgien, paraissant à Paris, publie dans son numéro de novembre un article de M. Iourouli, ancien ministre, consacré à la statistique de la population en Géorgie. Nous en extrayons les données suivantes:

« D'après le recensement de 1926, le nombre d'habitants s'élève à 2.666.494, dont 2.072.273 dans les campagnes (77,7 p. 100) et 594.221 dans les villes (23,3 p. 100).

Au point de vue des nationalités, cette population se répartit comme suit:

	Campagne	Ville
Géorgienne ...	72,45 %	48,25 %
Arménienne ..	7,59 %	25,16 %
Russe	1,23 %	11,84 %
Divers	18,75 %	14,75 %

D'après le recensement de 1929, le total est 2.718.000; la ville de Tiflis présente le tableau que voici:

Géorgiens	42,9 %
Arméniens	33,0 %
Russes	13,9 %
Divers.	10,2 %

L'auteur nous prévient que tous ces chiffres sont de sources bolchévistes, donc dignes de foi.

LA SITUATION AU CAUCASE

Notre confrère, l'*Istiklal*, n° 446, se basant sur des informations reçues de Turquie et de Perse communique ce qui suit:

« La famine au Caucase a pris les proportions d'un véritable désastre, elle se fait particulièrement sentir dans le nord du pays. D'après les déclarations des émigrés qui nous arrivent, deux fois par jour on enlève les cadavres de ceux qui sont morts de famine dans les rues des villes. La famine se fait moins sentir en Transcaucasie, mais ici encore le nombre des décès causés par la famine augmente tous les jours: à Bakou,

Gandje, Batoum et Erivan les cadavres de gens morts de faim ne sont pas rares dans les rues. La vague des fugitifs de Russie qui poussés par la faim déferle sur le Caucase, rend la situation encore plus difficile. Craignant que la disette se fasse plus sentir en hiver, la population commence à se déplacer. C'est une fuite éperdue d'hommes, de femmes portant leurs enfants sur les bras, de jeunes et de vieux qui se dirigent vers l'Araxe. Nombreux sont ceux qui périssent en passant la frontière, abattus par les gardes-frontière. Des sept enfants qui le mois dernier essayèrent de franchir la frontière, quatre furent tués en traversant l'Araxe, par les gardes-frontière. Les réfugiés reçoivent un bon accueil en Perse et en Turquie. Mais l'absence d'organisations de secours et l'approche de l'hiver mettent les réfugiés dans une situation difficile. Les réfugiés parlent du mécontentement, de jour en jour plus grand, de la population; des troubles, auraient même eu lieu parmi les soldats des garnisons de Bakou, Tiflis et Batoum.

Quatre sujets turcs expulsés du Caucase racontent que les prisons de Batoum et de Tiflis renferment des milliers de jeunes gens des écoles. Dans le Caucase du Nord, en Géorgie et en Arménie la terreur sévit contre les ouvriers, les paysans et les intellectuels.

Parmi les réfugiés en Perse se trouvent des Arméniens venus de différents pays d'Europe et de l'Arménie soviétique. Ils déclarent que si l'on ne vient pas à leur secours cet hiver, beaucoup d'entre eux périront de faim. Le Caucase est devenu un véritable enfer.

REFUGES TURKESTANAIS

Notre confrère le *Yach Turkestan*, n° 48, publie une lettre des émigrés du Turkestan qui ont trouvé asile en Perse. Nous reproduisons ici quelques-unes de leurs réclamations:

« Du Turkmenistan une dizaine

de milliers de familles sont passées en Perse. Avant de quitter leur pays, ces émigrés furent entièrement dévalisés par les bolchéviks. Nombreux sont ceux qui ont pu s'enfuir des casernes soviétiques. La situation des réfugiés est extrêmement pénible du fait de la faim, de la misère et des maladies. L'on ne saurait nier que les musulmans s'absorbent de prêter leur appui aux malheureux émigrés. Si l'on faisait une demande auprès du gouvernement persan en vue de lui faire connaître l'affreuse situation des réfugiés, peut-être que des mesures seraient prises pour améliorer le sort de ces malheureux.

A ce sujet, le *Yach Turkestan*, N° 49, du mois de décembre, publie un article auquel nous empruntons les deux lignes suivantes:

Les réfugiés demandent de l'aide au **Yach Turkestan**. Le **Yach Turkestan** ne dispose d'aucun secours matériel permettant de soulager la grande misère des émigrés turkestanais. Le seul moyen en sa possession est de lancer un appel à ses frères de sang et de religion et à leurs gouvernements. Mais entendra-t-on cet appel, voudront-ils porter leur attention sur vos cris de détresse et sur nos appels? Nous ne saurions, hélas, l'affirmer... Nous adressons un chaleureux appel au gouvernement persan afin qu'il soulage, dans la mesure où cela lui est possible, la situation de nos frères qui cherchent leur salut sur son territoire. Nous adressons ce même appel à l'opinion publique persane, dans l'espoir qu'il sera entendu, à l'opinion publique turque, posant en même temps la question de la possibilité d'installer ces émigrés sur le territoire de la Turquie.

LA MANIÈRE DONT LES BOLCHEVIKS INSTALLENT LES KOLKHOZ AU KAZAKSTAN

D'entre les nombreux exemples sur la manière dont les bolchéviks installent

avec cruauté les kolkhoz au Kazakstan il suffira de reproduire les trois cas suivants cités dans la *Pravda du Kasakhstan* du 23-10 de cette année. Il s'agit en l'occurrence du groupement des kolkhoz fixés au sol, mais qui du fait des conditions de vie ont obligé la population kazake à reprendre la vie nomade.

« L'an dernier, 54 points avaient été choisis pour l'installation de kolkhoz, mais 25 seulement furent effectivement aménagés, d'une façon il est vrai des plus défavorables ainsi qu'on va le voir :

1. Le kolkhoz « Djaldvai » fut créé sur un lieu exclusivement pierreux, près d'un lac dont l'eau était salée, sans terrains de pâturage et dont les lots pour l'ensemencement étaient distants de 40 à 50 kil.

2. Le kolkhoz « Eltai » a été créé en un lieu dépourvu d'eau, de pâturages, de bois et de terre cultivable en dépit de la demande faite par les kolkhoziens de les installer au lieu même qu'ils habitaient auparavant et qui remplissait toutes les conditions nécessaires à la vie des kolkhoziens.

3. Le kolkhoz « Jolounda » ne possède aucun pâturage; les kolkhoziens sont tenus d'aller faucher le foin dans le rayon d'Airtaou, distant de 40 kil... »

C'est ainsi que le gouvernement soviétique fixe à la terre la population nomade et semi-nomade kazake. L'on comprendra aisément pourquoi ces Kazaks devenus sédentaires par force désertent les kolkhoz pour reprendre leur vie nomade. Il convient de faire remarquer que les cas ci-dessus signalés ont été enregistrés dans le rayon de Koktchetaou, l'un des plus fertiles non seulement du Kazakstan, mais de l'Union soviétique. Or dans ce rayon on installe les autochtones en des lieux pierreux, loin de toute eau, propre aux usages domestiques et de tout pâturage.

SEPARATISTES SIBERIENS

Tel est le titre d'une « lettre de Kharbin » parue dans le journal russe de Paris, les *Poslednia Novosti* du 18-11 et qui annonce qu'un processus de groupement autonome de l'émigration russe en Extrême-Orient se fait jour. Le correspondant du journal rend compte d'un rapport présenté à une réunion à Kharbine par M. Prichtchenko, sous le titre « Tendances politiques sibériennes ». L'idée principale du conférencier était celle-ci :

« A certaines périodes historiques la nécessité se fait sentir, pour le bien d'une nation, d'entreprendre, avec le concours de voisins disposés à son égard, des opérations militaires contre le pouvoir existant »

Il est clair que le conférencier a eu en vue la possibilité de séparer la Sibirie de la Russie, s'il fallait même en venir à prendre part à des opérations contre le pouvoir soviétique si l'occasion se présentait.

« L'idée de création d'un Etat indépendant a été saisie au vol par des éléments qui ont dénaturé jusqu'à cynisme l'idée primitive du conférencier », écrit le correspondant des « Dernières Nouvelles » et il poursuit :

« Le séparatisme sibérien, au cours de cette réunion, était représenté par deux hommes qui ont joué un grand rôle dans un passé encore récent, suffisamment connus en Extrême-Orient par leur activité actuelle : Ce sont d'anciens ministres du gouvernement d'Omsk (de l'amiral Koltchak) M. M. Golovatchev et I. A. Mikhaïlov...

D'après M. Golovatchev « le problème de la Sibirie, dans les conditions actuelles, doit être résolu dans un esprit de lutte d'indépendance à l'Etat », et ledit problème sibérien et l'indépendance de la Sibirie constituent un seul et même

problème, lequel à son tour fait partie du problème asiatique... »

Dans l'esprit de M. Mikhaïlov, le peuple russe est sur la voie d'une lutte contre le pouvoir soviétique sans pour cela être en état de jeter bas le joug du bolchévisme. Le seul moyen de libérer, ne serait-ce qu'une partie du territoire russe de renoncer à la libération du pays serait de détacher ce territoire de la Russie. C'est être insensé que de renoncer à la libération du pays s'il fallait même aller jusqu'à créer une Sibérie, indépendante de Moscou. »

Le collaborateur du journal de M. Milioukov accuse M. M. Golovatchev et Mikhaïlov, aussi bien que le conférencier, M. Prichtchenko de trahir la cause nationale russe et il reproduit avec sympathie les paroles des opposants aux « séparatistes sibériens » parmi lesquels M. Gortchakov qui « flétrit ceux qui cherchent le salut en recourant à l'aide d'un Etat étranger. »

Il serait intéressant de savoir ce que pensent le collaborateur et le directeur lui-même du journal les *Dernières Nouvelles*, M. Milioukov, des gouvernements de l'amiral Koltechak, des généraux Denikine et Wrangel qui eux aussi « cher-

chèrent en leur temps le salut pour la renaissance nationale dans le concours amical des Etats étrangers ». Mais est-ce que M. Milioukov ne travailla pas lui-même à l'organisation de ce qu'on appelle « l'intervention militaire » pour la lutte contre le pouvoir soviétique ?

EDITIONS SOVIETIQUES EN AZERBAIDJAN

La revue moscovite « *Révolution et Nationalités* » (N° 5-6) écrit :

« La section azerbaïdjanienne de la filiale transcaucasienne de l'Académie des Sciences a commencé la publication de toute une série de dictionnaires. Sont en préparation : un dictionnaire des dialectes turks en usage, un dictionnaire des mots étrangers entrés dans la langue turke ; un dictionnaire de l'orthographe turke, un dictionnaire russo-turk et turko-russe, un dictionnaire turko-arménien, etc. »

Cette même revue annonce que les écrivains soviétiques d'Azerbaïdjan traduisent en langue turke les œuvres classiques de la littérature mondiale. Paraîtront prochainement « Don Quichotte » de Cervantes et « Démon » de Lermontov.

Chronique

UKRAINE

Protestations contre la famine en Ukraine par les Ukrainiens d'Amérique

L'émigration ukrainienne aux Etats-Unis a mené une campagne très active de protestation contre la famine en Ukraine. Elle a organisé des meetings de protestation dans toutes les grandes villes (New-York, Philadelphie etc.).

Les organisations ukrainiennes de Jersey-City, New-York, Chicago etc. ont envoyé une lettre ouverte au président Roosevelt où elles montrent la situation économique de l'Ukraine sous l'occupation soviétique demandant que le Gouvernement des Etats-Unis prenne en considération l'état de la vie en Ukraine avant de reconnaître les Soviets.

Arrestation d'un groupe d'intellectuels Ukrainiens

Le gouvernement soviétique vient d'arrêter de nombreux intellectuels ukrainiens, parmi lesquels nous trouvons les noms de Léss Koubass, directeur du théâtre Ukrainien, des professeurs Stephan Roudnitzky et Tchaïkovsky. Tous sont accusés d'activité contre-révolutionnaire et nationaliste.

En même temps l'Institut Scientifique Ukrainien a dû subir un « nettoyage » à fond car il y avait « des éléments contre-révolutionnaires et petliuriens », comme le déclare la décision du Comité Central de la filiale du parti communiste en Ukraine (« Proletariy » N° 237). Plusieurs directeurs de cet Institut ont été arrêtés, à savoir M. M. Vityk, Prystoupa, Badan et Kaniuk.

L'action des Ukrainiens d'Amérique contre la reconnaissance des Soviets

A la suite d'un grand meeting qui a eu lieu à New-York le 18 courant 7.000 ukrainiens ont manifesté contre la reconnaissance des soviets par les Etats-Unis. Il y a eu des bagarres avec la police.

D'autre part l'organisation « Action Catholique » de Brooklyn a expédié une lettre à M. Pearey C. Straws, président de la Chambre de Commerce de New-York, en le priant d'intervenir contre la reconnaissance des Soviets.

Le suicide de Skrypnyk

Dans un des organes de la presse des émigrés nous trouvons une information sensationnelle, tendant à prouver que Skrypnyk ne s'est pas suicidé, mais qu'il a été tué par les tchévistes de Staline. Voici cette nouvelle : « Le premier juillet de cette année, le membre du parti communiste ukrainien, vice-président des commissaires du peuple, Nicolas

Skrypnyk, vint de Kharkov à Moscou dans le but de tuer Staline. Quand il arriva au Kremlin pour être reçu par Staline il apprit qu'il allait être fouillé et qu'il devrait, par conséquent, remettre son revolver. En réponse il sortit son arme et déclara qu'il n'allait point permettre pareille chose. Il se dirigea vers le cabinet de Staline afin de le tuer, mais avant d'y pénétrer les tchévistes l'abattirent à bout portant dans le dos.

Election parmi la représentation parlementaire Ukrainienne en Pologne

La représentation parlementaire ukrainienne à la diète polonaise a procédé à l'élection de son bureau. Furent élus. président — le député Dr Dmytro Levitzky, président du parti UNDO, vices-présidents les députés Gorbachevsky et Zagaïkievitch, secrétaire — le député Welikanovitch.

Congrès des juristes et des économistes ukrainiens à Prague

Du 4 au 7 octobre a eu lieu à Prague un congrès juridique et économique présidé par le prof. Dr. Dnistrian le prof. Dr. Gorbachevsky. Les membres de ce congrès furent surtout des étudiants de la faculté de droit de l'Université Ukrainienne de Prague. Toutefois les délégués ukrainiens vinrent de Uzgorod, de Lwov; un serbe le Dr. Peritch était même délégué par l'Université de Belgrade. Le Congrès entendit beaucoup de communications sur le droit ukrainien. Le 7 on fêta le 10-ème anniversaire de la fondation de la Société juridique Ukrainienne de Prague. Le congrès adopta également une résolution de protestation contre la famine en Ukraine.

EN GEORGIE

La grande misère des transports

« Le nombre des incidents et des avaries s'accroît toujours sur le réseau des chemins de fer de Géorgie, écrit le *Communiste* (228). La gare de Novtough donne des chiffres ahurissants sur le nombre de wagons qu'elle retient sur ses lignes. D'après l'enquête du 22 décembre, 218 wagons ont été frauduleusement utilisés; en même temps elle ne craint pas de fournir de fausses données sur le nombre de wagons chargés et expédiés. C'est ainsi qu'à la date du 22 septembre il a été enregistré 37 wagons au lieu de 20 qui furent en réalité chargés et expédiés, puis 44 wagons au lieu de 26 et puis encore 50 wagons au lieu de 16 et ainsi de suite. Le chargement s'effectue lentement, des jours durant. Le même désordre existe à la gare de Tiflis. Les avaries des locomotives sont fréquentes en cours de route. Pour le seul mois d'août, 22 cas ont été enregistrés.

La situation est non moins lamentable sur les lignes à traction électrique. Au dépôt de Khachouri, tout est en désordre. Le nombre des avaries augmente démesurément. On en avait 40 en juillet, 48 au mois d'août, en septembre plus encore. A cause de ces avaries le mouvement a été interrompu pendant 188 heures.

Sur le secteur électrifié se multiplient les cas de déraillement. La cause en est à l'anarchie, à la négligence, au laisser-aller.

Situation pénible des ouvriers

D'après le *Communiste*, cette bacchanale s'explique par la faiblesse du parti et des organisations professionnelles. Au dépôt de Tiflis, dit le journal, le prix de la main-d'œuvre n'est pas régularisé, les normes sont exagérées et le travail à forfait manque de précisions. On trompe les ouvriers, on res-

treint leur salaire. De ce fait, les cas d'infraction à la discipline du travail sont fréquents. Il a été enregistré, au dépôt de Tiflis, 175 cas de manquement à la discipline du travail pour le mois de juillet et 1177 pour le mois d'août. Les communistes comptent à leur actif, pour le mois de juillet, 57 cas d'indiscipline et les ouvriers de choc 72.

La population meurt de faim et la farine pourrit dans les wagons

D'après le même journal (n° 235), le 8 septembre deux wagons de farine arrivèrent à Tiflis. Jusqu'au 4 octobre personne ne songea à les décharger. Par suite de ce retard 350 sacs de farine sont restés là à moisir jusqu'à ce qu'ils fussent perdus. La coopérative de Tiflis fait montre de la même négligence: elle reçut à son nom 20 wagons de farine qui restent en gare depuis le 25 septembre et qui moisissent à leur tour.

Assauts communistes contre l'école Géorgienne

« Les défauts de l'école géorgienne, d'après le *Communiste* (n° 237), ne sont pas encore déracinés, tels sont l'absence d'une direction à responsabilité personnelle, le manque de manuels stabilisés (?), la faiblesse des liens entre les départements régionaux d'instruction publique et les écoles, souvent même leur séparation complète, voilà les côtés négatifs de la structure de l'appareil du commissariat de l'instruction publique, côtés négatifs qui entravent la réforme du travail à l'école, le relèvement de la qualification pédagogique du personnel enseignant et le resserrement complet des liens qui unissent l'école aux problèmes quotidiens de l'édification socialistes. C'est pourquoi il est nécessaire de réorganiser l'appareil du commissariat de l'instruction publique. Cette réorganisation doit assurer la transformation des institutions de l'ins-

truction publique afin de porter au plus haut degré l'éducation communiste de la nouvelle génération.

Nous résoudrons les problèmes qui se posent devant la commission de l'instruction publique si nous procédons à temps et sans faute à la réorganisation de son appareil, si nous confions aux communistes reconnus tels par le parti et aux travailleurs soviétiques la direction de l'école polytechnique de Marx-Lénine-Staline. »

Sur le front houillier de Tkibouli

Le honteux retardement continue à Tkibouli; il se fait sentir particulièrement ces temps derniers. Le parti ainsi que les organisations professionnelles et les trusts n'ont pas déployé une lutte bolchéviste contre cette défaillance. Selon le plan, au cours du troisième trimestre il devrait être extrait 105.000 tonnes de houille, en réalité il n'en a été extrait que 39.167 tonnes, ce qui constitue seulement les 37 p. 100 de la quantité prévue dans le plan. Le journal précise la cause du mal: rien n'a été fait dans le domaine de l'embauchage et de la retenue des ouvriers aux chantiers. D'après le plan, 1.648 ouvriers devaient être embauchés; en réalité il n'en a été embauchés que 1.033, c'est-à-dire 62,7 p. 100 du nombre prévu. Au cours du troisième trimestre, 1.140 ouvriers furent admis tandis que 1.219 quittèrent le travail, c'est-à-dire plus qu'il n'en avait été embauchés. L'auteur indique les causes de l'instabilité de la main-d'œuvre telles que les conditions insupportables de la vie, l'insuffisance du ravitaillement, du logement, etc.)*Communiste*, n° 237).

Echec de la campagne cotonnière

Pour comprendre l'échec de cette campagne il n'est pas inutile de citer un arrêté. On y lit:

« En dépit d'un arrêté précis du Comité régional de Transcaucasie rendu en temps utile, relatif à la campagne des livraisons et du stockage du coton, on y constate nombre de défauts sérieux: le travail aux champs est mal organisé, les hommes se dérobent et les normes du plan ne s'exécutent pas. Les kolhoziens ne reçoivent pas en temps opportun le ravitaillement ni les outils. On cache encore le coton dans les kolhoz et la lutte est faible contre cet abus. Nombre de fabriques sont en retard sur le programme prévu dans le plan (la fabrique d'Evlakh n'a donné que 60 tonnes au lieu de 160).

Les chemins de fer de Transcaucasie et de Djoulfa ainsi que la navigation fluviale sur la Koura ne répondent pas aux exigences formulées dans l'arrêté du Comité régional en ce qui concerne le transport en temps utile et sans entrave du coton et d'autres matières premières nécessaires aux fabriques de cotonnades. (*Communiste*, n° 240.)

Sévères sanctions sont demandées contre les ouvriers

Dans le parc des wagons, à Samtredi, on a compté, au cours du mois d'août, 677 cas d'incendie et 87 cas au mois de septembre. Les causes en sont multiples, mais la principale est la négligence générale des ouvriers. Or la situation de ceux-ci est loin d'être enviable. La plupart d'entre eux n'ont pas de logement, ils arrivent de leurs villages situés souvent à 10-15 kilomètres du lieu du travail; or, à Samtredi, ils n'ont pas même le droit d'utiliser la salle d'attente; ils sont souvent obligés de passer la nuit dans une chambre de 25 mètres carrés sans lit et même sans banquette; une foule de 15 à 20 hommes s'entasse dans cette chambre et couchent par terre dans une saleté repoussante. Rien d'é-

tonnant si leur travail est peu productif, si des wagons libres sont introuvables et si le transport s'effondre.

Depuis voilà six jours, rapporte le *Communiste* (n° 242), qu'au port de Poti stationnent trois paquebots chargés de farine: l'*Ilitch*, le *Communiste* et l'*Oural*. Le déchargement n'a pas pu être effectué parce que les wagons libres font défaut. Le journal exige de sévères sanctions contre les ouvriers négligents.

L'échec de la campagne de la betterave

A l'usine de sucrerie d'Agara l'insuffisance de la main-d'œuvre crée un grand malaise. Les kolkhoziens de Kvenatktsi et de Ptsa n'ont pas accompli leur devoir d'ouvriers de choc: au lieu des 200 travailleurs qu'ils devaient fournir à l'usine, ils n'y en ont pas envoyé un seul. D'autre part, l'administration du chemin de fer continue son sabotage et n'envoie pas pour le transport des betteraves des wagons en nombre suffisant. A la date du 18 septembre le chemin de fer devait fournir 217 wagons, en réalité il n'en a fourni que 95. Au 24 septembre, les gares de Statinissi, Gomi, Kareli, Gori, Skra, Grakali, Metekhi, Kaspi et Kavtis-Khevi, ont vu s'accumuler 171.500 k. de betteraves qui se trouvent jusqu'à présent à découvert, en proie aux intempéries.

Les livraisons de betteraves ne vont pas non plus sans accroc dans les kolkhoz. Le rayon de Gori, par exemple, n'a livré

que 70 p. 100 de la quantité prévue dans le plan; la situation est pire encore dans les économies collectivistes qui n'ont exécuté que 20 ou 30 p. 100 du plan. (*Communiste*, n° 249.)

EXPOSITION SOVIÉTIQUES AU MUSÉE GEORGIEN DE TIFLIS

Selon les journaux de l'U. R. S. S. les autorités soviétiques viennent d'organiser au Musée géorgien, à Tiflis, des expositions intéressantes. Les chambres portent les noms des meilleurs écrivains géorgiens du dernier siècle tels que D. Tchonkadzé, A. Tséréthéli, J. Tchavtchavadzé, Vaja-Pchavela, D. Kldiachvily, etc. Il y a aussi des chambres spéciales pour les archives considérables de Géorgie des 17, 18 et 19^e siècle qui furent recueillies en son temps par des patriotes géorgiens Mgalobliehvil, Lomaouri, Chio-Aragvispiréli et Tchonkadzé. Dans ces archives figurent aussi des lettres des organisateurs de l'insurrection géorgienne contre la domination russe de 1832. D. Kipiani, C. Meskhii et A. Orbéliani, insurrection qui fut étouffée dans le sang par la Russie tsariste comme celle de 1924 par la Russie soviétique.

On remarque également une riche collection particulièrement intéressante des XI à XII^e siècles, ainsi que des documents importants concernant les relations de la Géorgie avec les peuples d'Orient de l'époque. (B.P.G.)



La Gérante: A. Laizé.

26/2

2013



E 5114E
1933

TYPOGRAPHIE
FRANCO-CAUCASIENNE
50, FAUBOURG DU TEMPLE
PARIS XI